



Rapport d'étape semestriel 2013 sur les activités menées au titre du Fonds du Programme ONU-REDD

ONZIÈME RÉUNION DU CONSEIL
D'ORIENTATION DU PROGRAMME
ONU-REDD

9-10 décembre 2013
Genève, Suisse

Avant-propos

Le Programme ONU-REDD est heureux de présenter ce bilan des résultats obtenus et des progrès accomplis au cours du premier semestre 2013. Cette année marque le cinquième anniversaire du Programme, lancé en 2008 par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-Moon, et par le Gouvernement norvégien. Cinq ans plus tard, nos pays partenaires remplissent leurs objectifs de renforcement des capacités de mise en œuvre de l'initiative REDD+, prouvant ainsi que le Secrétaire général et la Norvège avaient vu juste. En raison d'une forte demande, ce Programme qui rassemblait neuf pays à ses débuts en regroupe désormais 48 (dont 17 ont mis en place un Programme national approuvé). Les organismes de l'ONU participants – à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) – n'ont cessé de démontrer la capacité des Nations Unies à « s'unir dans l'action » pour soutenir les pays afin qu'ils puissent se préparer pleinement à la REDD+ et qu'ils respectent les négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).



Au cours du premier semestre, le Programme ONU-REDD a conservé et développé le caractère prioritaire qu'il accorde aux pays. En mûrissant, les capacités nationales et le Programme lui-même se renforcent mutuellement, que ce soit entre les différents domaines d'activité techniques ou entre les échelons nationaux, régionaux et mondiaux.

C'est ce bilan que dresse le présent rapport, sous une forme restructurée et simplifiée. Vous y trouverez des illustrations utiles et des résumés d'une page concernant les activités réalisées par les pays et les résultats de l'Appui aux activités nationales REDD+ : cadre du Programme global 2011-2015 (SNA). Par ailleurs, certaines difficultés auxquelles le Programme a été confronté, les possibilités envisagées pour les surmonter et les enjeux stratégiques dont il faudra tenir compte dans les futurs programmes sont également mis en lumière. Nous espérons que cette nouvelle présentation du rapport facilitera l'échange d'informations, la prise de décisions et la participation des parties prenantes du Programme ONU-REDD.

Le Fonds du Programme ONU-REDD

Organismes Participants



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Donateurs



Danemark



Union Européenne



Japon



Luxembourg



Norvège



Espagne

Table des Matières

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 1. | Introduction | 1 |
| 2. | État d'avancement de la mise en œuvre | 1 |
| | 2.1 État d'avancement général des programmes nationaux | 1 |
| | 2.2 État d'avancement général du SNA | 1 |
| | 2.3 État d'avancement dans les pays | 2 |
| | 2.4 État d'avancement des résultats | 17 |
| | 2.5 Appui spécifique aux pays | 24 |
| 3. | Informations Financières | 28 |
| | 3.1 Contributions des donateurs | 28 |
| 4. | Difficultés du Programme, Enjeux Stratégiques et Possibilités | 29 |
| | Sigles et Acronymes | 30 |

[Annexes]

Annexe 1

État Plurinational de Bolivie

Annexe 2

Cambodge

Annexe 3

République du Congo

Annexe 4

République Démocratique du Congo

Annexe 5

Équateur

Annexe 6

Nigéria

Annexe 7

Panama

Annexe 8

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Annexe 9

Paraguay

Annexe 10

Philippines

Annexe 11

Îles Salomon

Annexe 12

Sri Lanka

Annexe 13

République-Unie de Tanzanie

Annexe 14

Zambie

Annexe 15

Appui aux activités nationales REDD+ : cadre du Programme global 2011-2015

1. Introduction

Ce rapport d'étape semestriel, qui couvre la période allant du 1er janvier au 30 juin 2013, s'appuie sur les informations relatives aux programmes et aux aspects financiers contenues dans les rapports des différents programmes nationaux ainsi que sur les contributions fournies par les organismes de l'ONU participants (FAO, PNUD, PNUE) et par le secrétariat du Programme ONU-REDD.

2. Estado de Implementación

Au cours du premier semestre, les pays ont réalisé de nets progrès dans l'avancement et la consolidation de leurs processus de préparation à la REDD+, avec l'appui du Programme ONU-REDD. Ces progrès ont pu être accomplis notamment grâce aux décisions stratégiques prises par le Programme en vue de renforcer la coordination, de lever les obstacles à la mise en œuvre et d'anticiper les éléments externes.

Ce rapport présente l'état de l'appui dans les domaines 1) de la mise en œuvre des programmes nationaux et 2) de l'avancement des Plans d'actions nationaux de REDD+ exécutés à l'échelle nationale, régionale et mondiale par l'intermédiaire de l'initiative [Appui aux activités nationales REDD+ : cadre du Programme global 2011-2015 \(SNA\)](#). Pour chacun de ces volets d'exécution, le rapport comprend un aperçu convivial des activités réalisées, des gros plans sur certaines actions nationales et un descriptif des versements, difficultés et mesures d'urgence, présenté par pays et par résultat du SNA. Il décrit également les enjeux stratégiques et les possibilités observés au cours du premier semestre auxquels le Programme devra s'intéresser.

2.1 État d'avancement général des programmes nationaux

À la fin juin 2013, le Programme ONU-REDD a accueilli un nouveau pays, la Tunisie, ce qui porte le nombre de pays partenaires à 47. Sur ces 47 pays, 17 bénéficient d'un appui par l'intermédiaire des Programmes nationaux. Le Viet Nam a présenté son évaluation finale et sa réponse, qui ont été approuvées lors de la dixième réunion du Conseil d'orientation, tenue les 25 et 26 juin derniers à Lombok, en Indonésie. Deux autres pays, les Philippines et la Tanzanie, ont achevé leurs activités et rédigé des rapports finaux avancés. Par ailleurs, le Sri Lanka a démarré son Programme national et la demande d'allocations de fonds déposée par la Colombie au titre de son Programme national a été approuvée lors de la dixième réunion du Conseil d'orientation (voir les rapports sur les Programmes nationaux dans les annexes 1 à 14)¹. Trois autres pays ont été invités à présenter leur Programme national au Conseil d'orientation, à savoir l'Argentine, le Bangladesh et la Côte d'Ivoire.

2.2 État d'avancement général du SNA

Au cours du premier semestre, la mise en œuvre du SNA a poursuivi son objectif d'appuyer les pays, par le biais d'un appui ciblé fondé sur les besoins et les demandes des pays, conformément à la révision approfondie apportée au plan de travail et au budget du SNA en 2012. Au cours de la période examinée, une révision du budget du SNA a été approuvée par le Conseil d'orientation lors de sa dixième réunion. Elle visait à renforcer l'appui fourni aux peuples autochtones et aux communautés locales. Une nouvelle réalisation a été créée au titre du résultat 4 : « Les parties prenantes au sein des communautés participent et contribuent à la mise en œuvre des préparatifs de la REDD+ grâce aux interventions REDD+ à assise communautaire ». Par ailleurs, les restrictions budgétaires prévues dans le budget 2013 concernant les réalisations propres aux peuples autochtones et aux organisations de la société civile (OSC) ont été annulées. Un montant global de 4,4 millions de dollars US supplémentaires a été approuvé au titre de la révision budgétaire.

En ce qui concerne l'appui propre aux pays, cinq nouveaux pays ont bénéficié d'un appui ciblé au cours du premier semestre, ce qui porte à 26² le nombre de pays ayant été appuyés jusqu'à présent, pour un montant total approuvé de 3,1 millions de dollars US (voir section 2.5).

En matière d'états financiers, le budget approuvé du SNA s'élevait au 30 juin 2013 à 42 millions de dollars US³, sur lesquels 42 millions de dollars US avaient été versés. Sur cette somme, les dépenses totales cumulées représentaient environ 34,8 millions de dollars US, soit 82 % des fonds versés.

L'annexe 15 présente les activités réalisées au titre du SNA, réparties par réalisation, par rapport au cadre de suivi pour 2013-2014, ainsi que des informations financières détaillées pour chaque réalisation et chaque résultat.

¹Les dépenses indiquées pour la période étudiée sont fondées sur les données reçues à titre non officiel de la part du siège des trois organismes de l'ONU participants. À ce titre, elles peuvent différer des informations mises à disposition sur le portail GATEWAY du bureau du Fonds d'affectation spéciale multipartenaire.

²En outre, dans d'autres pays partenaires, des consultations sont en cours entre les ministères responsables et les organismes de l'ONU participants sur les possibilités de fournir un appui ciblé.

³Ces chiffres tiennent compte des coûts d'appui indirects.

2.3 État d'avancement dans les pays

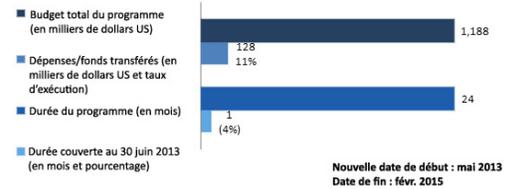
BOLIVIE



Bilan

- Après deux années d'échanges entre le Gouvernement bolivien et le Programme ONU-REDD, le Programme national a été remanié. Les activités retenues contribueront au [mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation en vue de la gestion intégrale et durable des forêts](#) qui a été mis en place. Le Programme national révisé a été présenté lors d'un atelier de validation en mars 2013. Les contributions fournies à cette occasion ont été recueillies et intégrées au plan de travail.
- Le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD a approuvé la [version révisée du plan de travail et du budget](#) le 31 mai 2013.

Chiffres Semestriels



Remarque : la date de début correspond à la date à laquelle le Conseil d'orientation a approuvé la révision de l'allocation des fonds.

Difficultés et Mesures d'Urgence

En raison de la suspension du Programme national, les activités sont restées au point mort au premier semestre. Avec la révision et l'approbation du plan de travail et du budget, réalignés sur les priorités du gouvernement, les activités devraient débuter en décembre 2013.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

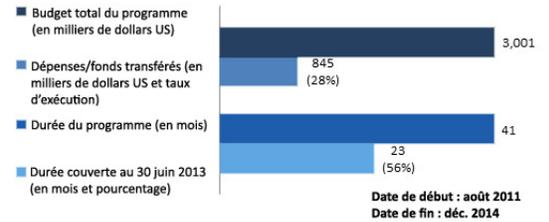
- Le Programme national révisé est placé sous les auspices de l'Autorité plurinationale de la Terre-Mère, régie par le décret suprême n° 1696. Il sera chargé de coordonner la mise en œuvre du mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation, avec le cofinancement potentiel de la Coopération danoise.
- Ce nouveau dispositif d'ancrage institutionnel du Programme national ONU-REDD offre l'occasion de créer des synergies avec d'autres interventions sectorielles à l'étude au titre des plans d'adaptation ou d'atténuation en Bolivie. Il permettrait également, par exemple, d'aligner les objectifs en matière de gestion de l'eau et des forêts.



Bilan

- L'équipe spéciale cambodgienne dédiée à la REDD+ a été officiellement créée le 26 février 2013 par une lettre du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche.
- Le gouvernement a nommé six nouveaux agents pour son équipe nationale REDD+ afin de renforcer sa capacité à mener à bien les préparatifs au Cambodge.
- Le Conseil exécutif du Programme s'est réuni régulièrement au cours du premier semestre. En mars, il a décidé de réaliser un examen à mi-parcours du Programme national. Effectué en juin, cet examen a fourni d'importantes recommandations concernant l'adaptation du Programme.
- Des procédures d'autosélection des peuples autochtones et des représentants de la société civile ont eu lieu dans huit provinces.
- Le [site Internet de l'initiative REDD+ au Cambodge](#) a été lancé au mois de mai avec le soutien du Programme.
- La stratégie de communication du Programme a été mise au point et approuvée, et des supports de communication ont été produits et distribués.
- Les capacités des responsables clés du gouvernement en matière de négociations au titre de la CCNUCC et d'inventaires des gaz à effet de serre (GES) ont été renforcées en mai par les trois organismes de l'ONU afin d'améliorer leur participation au processus en question.
- Des recherches ont été menées dans les provinces de Kampong Chhnang et de Preah Sihanouk afin de recenser les régions susceptibles d'intéresser l'initiative REDD+.
- Des garanties et des indicateurs de suivi des avantages mutuels adaptés aux pays ont été préparés.
- Des rapports relatifs aux systèmes de classification des forêts et à l'utilisation des terres au Cambodge ont été réalisés et diffusés.
- Des consultations nationales ont été organisées au sujet du système national de surveillance des forêts. Elles ont rassemblé une trentaine de participants venus de différentes institutions gouvernementales, d'organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé dans le but de leur présenter les conclusions de l'examen des systèmes de classification. Les recommandations qui en ont découlé ont été compilées dans un document consacré au système de classification des terres et des forêts au Cambodge.
- Un accord de partage des données a été signé avec l'administration des forêts afin de compléter les données de l'inventaire forestier réalisé par cette dernière et les données des ONG (WCS, Wildlife Alliance, PACT, Conservation Japan, RECOFTC, GERES, etc.).
- Le rapport intitulé « Tree volume and biomass allometric equations of Cambodia Report » a été publié. Comprenant des équations allométriques, il peut être consulté à l'adresse www.globalometree.org.

Chiffres Semestriels



Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

Il a été établi que la complexité des processus de décision constituait un obstacle majeur à la mise en œuvre. Avec deux partenaires d'exécution nationaux, quatre personnes sont nécessaires pour valider les approbations. Néanmoins, de manière générale, de nombreux indicateurs ont été atteints, quoique avec des retards importants, pour les résultats 1, 3 et 4. En revanche, peu ont été atteints pour le résultat 2. Un examen à mi-parcours a été programmé en juin afin de fournir des recommandations concrètes sur le moyen de remédier à ces difficultés.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

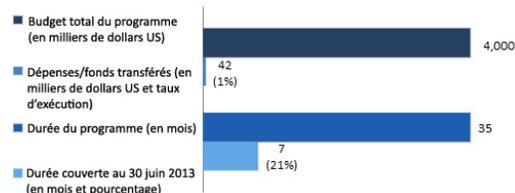
L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours a rencontré les institutions publiques clés et émis un certain nombre de recommandations, concernant notamment les dispositifs de gestion du Programme (par exemple l'interdépendance entre le secrétariat de l'équipe spéciale, le Conseil exécutif du Programme, l'équipe spéciale nationale dédiée à la REDD+ et le Comité national consacré aux changements climatiques). L'objectif de ces recommandations est d'améliorer la mise en œuvre du programme, ainsi que la collaboration et le partage des responsabilités entre les institutions. Le Programme national sera révisé à la lumière des recommandations de l'examen à mi-parcours.



Bilan

- Les parties prenantes ont été sensibilisées au Programme ONU-REDD en particulier et à la REDD+ de manière plus générale. Les actions de sensibilisation visaient les ministères sectoriels et responsables (mines, pêche, environnement et tourisme), le milieu universitaire, les organisations de la société civile et les représentants du secteur privé.
- L'élaboration de la stratégie de REDD+ a débuté, le cadre juridique et institutionnel de mise en œuvre de l'initiative a été évalué et une stratégie de communication a été mise au point et acceptée.
- Des structures décentralisées d'appui à la REDD+ ont été créées et mises en service.
- Une procédure d'accord sur la définition nationale de la forêt dans le contexte de la REDD+ a été lancée et la feuille de route pour la mise en place du système et des structures de mesure, rapports et vérification (MRV) a été acceptée.
- Le recueil des données pour l'inventaire forestier national (IFN) a progressé, avec environ 40 % des données collectées. Ces données serviront à calculer les estimations relatives aux données d'activité et aux facteurs d'émission pour 2014.
- Fusion de la composante MRV du Programme national avec le projet régional intitulé « Systèmes de surveillance et de MNV nationaux avec une approche régionale pour les pays du bassin du Congo », qui comprend :
 - une évaluation des capacités de MRV réalisée en avril 2013 ;
 - la mise en place d'une équipe et de procédures dédiées à la MRV en mai 2013 afin de créer une cellule technique sur les niveaux de référence ;
 - un atelier de lancement du projet qui s'est déroulé en juin 2013 ;
 - l'achèvement du plan de travail relatif au plan d'action de MRV et la création de groupes de travail en vue de la rédaction du plan d'action.
- Quatre techniciens congolais, deux hommes et deux femmes, ont reçu une formation en juin 2013 à l'Institut national de recherche spatiale du Brésil (INPE) sur le logiciel TerraAmazon, ce qui porte à huit le nombre total de techniciens formés à ce logiciel dans la cellule MRV nationale (trois hommes et cinq femmes).
- Un processus participatif visant à renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles de CACO-REDD+, une plateforme consacrée à la REDD+ et destinée à la société civile et aux peuples autochtones, a été lancé.

Chiffres Semestriels



Date de début : nov. 2012
Date de fin : oct. 2015

Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- La création d'une structure institutionnelle intersectorielle de mise en œuvre de la REDD+ enregistre des progrès limités, et il subsiste un déséquilibre en faveur du secteur forestier. À titre de mesure d'urgence, des renseignements concrets permettant d'inciter les autres ministères concernés à participer à la REDD+ seront fournis.
- Il convient de veiller à la complémentarité entre les structures nationales, en particulier entre le Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (CNIAF) historique et le récent Système d'information pour la gestion forestière et le développement durable (SIFODD), qui sont tous les deux rattachés au ministère de l'Économie forestière et du Développement durable (MEFDD).
- En raison du retard pris dans la préparation de la stratégie nationale de REDD+, désormais prévue pour début 2014, la progression des risques et avantages environnementaux et sociaux et des garanties a été retardée.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

- Possibilité d'échanges régionaux par le biais du projet de MRV dans le bassin du Congo, par exemple des échanges techniques sur les méthodes d'inventaire forestier national.
- Parmi les mesures prises pour assurer la pérennité des résultats, citons :
 - Un processus très participatif
 - Un appui à la décentralisation de la REDD+
 - Le renforcement des capacités nationales existantes
 - La coopération avec d'autres initiatives internationales et nationales
 - Des missions conjointes organisées avec des homologues nationaux.

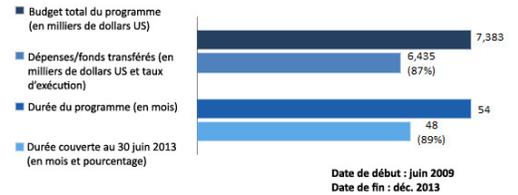


©FAO/Giulio Napolitano

Bilan

- Des efforts ont été déployés pour améliorer et achever le Système national de surveillance des forêts (SNSF). Actuellement, les trois principaux domaines d'appui au MRV (inventaire forestier, inventaire des gaz à effet de serre et système de représentation des forêts par satellite) progressent en termes de produits élaborés, de capacités techniques acquises et d'effectifs engagés.
- Les activités suivantes ont été réalisées au titre de l'inventaire forestier préliminaire :
 - Un conseiller technique international a été recruté en avril 2013 pour contribuer à la réalisation de l'inventaire préliminaire en étroite collaboration avec d'autres partenaires, parmi lesquels l'AJCI/AJTF (Association japonaise des technologies forestières relevant de l'Agence japonaise de coopération internationale) et le Service forestier des États-Unis (USFS).
 - Un atelier a été organisé pour valider les formulaires de recueil des données sur le terrain, puis d'intenses préparatifs ont été menés en collaboration avec les partenaires de l'AJCI/AJTF, afin de procéder aux essais préliminaires de l'inventaire sur le terrain dans les forêts périphériques de Kinshasa et de la province de Bandundu.
 - Des formations spécifiques (logiciel QGIS, techniques d'inventaire, premiers secours, botanique, échantillonnage des sols) ont été organisées pour les équipes de terrain. Vingt-trois techniciens ont ainsi été formés.
- À la suite de ces préparatifs, les activités de terrain ont débuté dans la province de Bandundu et la Province orientale (en mai 2013). Au total, neuf sites (63 parcelles) ont été mesurés.
- Les données recueillies sur le terrain sont numérisées dans le laboratoire des inventaires de terrain de la DIAF (Direction des inventaires et aménagement forestiers), qui est à présent terminé et opérationnel, après la mise en place d'un serveur dédié pour numériser les données de terrain relatives à l'inventaire forestier préliminaire.
- Les activités suivantes ont été réalisées au titre de l'inventaire des gaz à effet de serre (GES) :
 - Deux consultants nationaux ont été engagés pour contrôler les activités d'inventaire.
 - Une lettre d'accord a été signée avec la Coalition for Rainforest Nations (CfRN) en avril 2013 afin d'appuyer la DDD (Direction de développement durable) en matière de renforcement et d'amélioration de l'inventaire des GES dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement de l'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF). Un atelier de formation a été organisé en mai 2013 avec la collaboration de la CfRN afin i) de fournir des informations d'ordre général sur l'inventaire des GES dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie ; ii) d'évaluer les données nationales existantes dans le secteur de l'UTCATF ; et iii) d'introduire des outils facilitant le calcul des émissions lors de l'inventaire des GES.
 - Le laboratoire d'inventaire des GES de la DDD a été créé, équipé et mis en service.
- Les activités suivantes ont été réalisées au titre du système de représentation des forêts par satellite (TerraCongo) :
 - Des formations spécifiques ont été organisées à l'intention des cinq techniciens congolais travaillant sur le logiciel TerraCongo (gestion des bases de données, SQL, traitement des images).
 - Les deux informaticiens congolais responsables de l'assistance du portail du Système national de surveillance des forêts (SNSF) ont reçu une formation à Rome sur l'administration, la gestion et la maintenance du portail et des outils OpenForis.
 - Une méthodologie permettant d'extraire les images de référence et de connaître l'évolution des zones forestières a été mise au point et validée à l'aide d'OpenForis et de Google Earth.
 - Les consultants nationaux ont contribué à une publication sur l'état des forêts.

Chiffres Semestriels



Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

Achever les activités pour lesquelles la FAO appuie le gouvernement avant le 31 décembre.

Appui ciblé

Appui visant à i) réduire les risques de corruption dans le processus REDD+ ; ii) évaluer l'égalité entre les sexes et les problèmes y afférents dans le cadre des options stratégiques de l'initiative REDD+ ; et iii) soutenir l'identification des domaines de réforme juridique en vue de la mise en œuvre de l'initiative et de lui fournir un appui (voir les résultat 2 du SNA).

Montant approuvé : 90 000 dollars US

Rédaction d'un rapport à mi-parcours comprenant une évaluation du cadre juridique relatif aux forêts et à l'environnement en lien avec la REDD+ et le cadre stratégique national de celle-ci, rapport prêt pour la finalisation en juillet 2013. Travaux notamment accomplis :

- Analyse des problèmes juridiques relatifs aux sept piliers du cadre stratégique ;
- Formulation d'un diagnostic juridique par le PNUE/GLOBE ;
- Détermination des failles et incohérences d'ordre juridique freinant la mise en œuvre de la REDD+ ;
- Détermination des réformes juridiques à appuyer par des processus de consultation à court terme.

Les activités de lutte contre la corruption ont été interrompues au profit de la création du Fonds national. Les relations et la collaboration se sont intensifiées avec des réseaux régionaux consacrés à l'égalité entre les sexes et à la gestion des ressources naturelles/REDD+, tels que le Réseau Femmes africaines pour le développement durable (REFADD) et le Réseau des Femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF). L'accès à des experts en matière d'égalité entre les sexes s'est amélioré.



©FAO/Roberto Faidutti

Bilan

- Des formations ont été organisées sur le thème de la cartographie des variations du couvert forestier par des experts en télédétection de la FAO, avec le soutien direct de l'équipe chargée des cartes historiques de déforestation au sein du ministère de l'Environnement. Ce renforcement des capacités, auquel s'ajoute un appui constant, a permis à l'Équateur d'élaborer sa première évaluation indépendante des cartes de 1990, 2000 et 2008, ce qui constitue un progrès notable et l'une des plus importantes contributions au suivi et à la déclaration des émissions nationales de gaz à effet de serre.
- Une quarantaine de participants (employés du ministère de l'Environnement, universitaires, techniciens chargés du développement des projets) ont assisté aux ateliers de formation. Ils ont ainsi appris à produire des données en vue de l'inventaire forestier et de la formulation d'équations allométriques.
- Dans le cadre du Programme ONU-REDD, le ministère de l'Environnement a acquis 70% des images RapidEye en haute résolution, qui sont utilisées pour le traitement de la [carte de la végétation et de l'utilisation des terres, ainsi que pour la vérification des zones effectives du programme de compensation Socio Bosque](#).
- Une formation à la publication en ligne des données spatiales, organisée par un informaticien de la FAO afin d'optimiser la page Internet du ministère de l'Environnement consacrée à l'administration forestière (SAF), a été ajoutée au [SUJIA](#) (système unique d'information sur l'environnement).
- La [page Internet](#) du ministère de l'Environnement consacrée à la REDD+ a été créée et mise en service, de même que la [page Internet](#) du Programme national conjoint d'ONU-REDD.
- Le ministère de l'Environnement a reçu un appui dans différents domaines : pour le démarrage de la première phase de l'initiative Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (FPIC), par le biais d'une participation aux ateliers régionaux du Programme ONU-REDD sur ce thème ; pour la définition du processus et de la feuille de route concernant l'interprétation nationale des directives relatives au FPIC ; et pour la coordination des réunions avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies en vue de définir et d'élaborer les directives nationales.
- Le ministère de l'Environnement a également reçu un appui direct concernant l'élaboration et la mise en service d'une plateforme des parties prenantes à la REDD+ (Mesa REDD+). À

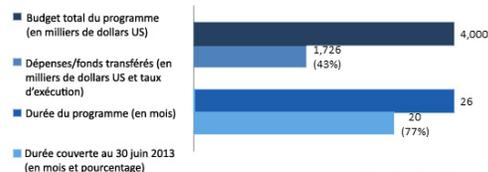
cette occasion, le Programme national a été officiellement désigné comme animateur de la plateforme et le système des Nations Unies comme observateur du processus.

- Une collaboration et un accord formel ont été mis en place dans le cadre d'un projet de reforestation dans la province de Napo qui vise à soutenir la formation et le renforcement des capacités des communautés en matière de changements climatiques et de REDD+.
- Une composante d'évaluation participative de la gouvernance (EPG) a été ajoutée à la planification du Programme national et une feuille de route a été définie aux fins de sa mise en œuvre. À ce jour, deux ateliers ont été créés afin d'identifier les parties prenantes et les plateformes locales en vue des futurs processus participatifs.
- Un outil de modélisation comprenant trois scénarios, dont un scénario d'inertie, a été mis au point. Associé à l'analyse des coûts et avantages de la REDD+, il permettra d'identifier les régions potentiellement propices à la REDD+.
- Une aide a été fournie au ministère de l'Environnement afin de valider les taux de déforestation nécessaires pour la négociation avec l'initiative REDD Early Movers (« Pionniers de la REDD »).
- Compilation d'une base de données socioéconomique sur la production, la surface et les coûts des différentes utilisations des terres agricoles, de l'élevage et de la foresterie. Ces informations permettront d'estimer les coûts d'opportunité et la mise en œuvre de la REDD+.
- Le ministère de l'Environnement a été soutenu dans la rédaction de l'accord ministériel n° 033 visant à garantir l'harmonisation du cadre juridique équatorien avec le cadre international en matière de REDD+.
- Les exigences du registre national équatorien de la REDD+ ont été déterminées (notamment la définition du rôle des différentes institutions publiques, du mécanisme financier, des garanties, du respect de l'initiative FPIC, du mécanisme de réclamation et d'un système de répartition des avantages).
- La méthodologie conceptuelle permettant d'harmoniser, de concevoir et de mettre en œuvre un système d'information sur les garanties ainsi que les avantages multiples a été élaborée. Les mécanismes et processus participatifs prévus en matière de socialisation, de consultation et de retour d'information à l'échelle nationale et locale ont été définis.
- Une feuille de route a été créée en vue d'élaborer un mécanisme de réclamation.

Gros plan

Huit ateliers provinciaux portant sur l'analyse des produits de la REDD+ ont été organisés dans les provinces de Sucumbíos, Orellana, Napo, Pastaza, Zamora Chinchipe, Morona Santiago et Loja y Manabí. Ils ont réuni 228 personnes (dont 36 % de femmes) et permis aux participants d'identifier les facteurs de déforestation et d'évaluer les effets sociaux et environnements du déboisement. Les activités de REDD+ ont ainsi été déterminées de manière participative.

Chiffres Semestriels



Date de début : nov. 2011
Date de fin : déc. 2013

Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

Le rôle directeur central du ministère de l'Environnement dans la mise en œuvre du Programme national constitue un atout majeur. Il a toutefois été noté que l'accélération de la mise en œuvre dépasse à présent les capacités du ministère à examiner toutes les contributions apportées par le Programme national ONU-REDD. L'intensification des réunions du Comité de gestion technique et la participation du ministère aux réunions d'équipe devraient résoudre ce problème.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

La relation étroite et la contribution directe du Programme national ONU-REDD au Programme national de REDD+ du ministère de l'Environnement font partie des aspects les plus importants pour garantir la pérennité des résultats et des activités. De même, les propositions et les évaluations réalisées par le Programme national ONU-REDD ont été appuyées jusqu'à présent par la participation, la contribution et la validation des différents acteurs de la société civile. Le Programme national est largement consacré au renforcement des capacités en matière de REDD+, une démarche facilitée par plusieurs partenariats institutionnels.

Enfin, l'élaboration de propositions d'accords ministériels concernant la mise en œuvre de la REDD et la contribution directe à l'institutionnalisation du système de surveillance des forêts, du système d'information sur les garanties et du registre REDD+ sont des mécanismes indispensables pour garantir la viabilité des résultats du programme.

Appui ciblé

Appui au lancement de la première phase de l'évaluation participative de la gouvernance (voir le résultat 2 du SNA).

Montant approuvé: 105 000 dollars US

Le processus d'évaluation participative de la gouvernance (EPG) a été retardé afin d'assurer son intégration correcte au Programme national de l'Équateur et aux efforts élargis en matière de REDD+. Le plan visant à intégrer l'EPG dans le processus élargi des préparatifs de l'Équateur à la REDD a été accepté et l'EPG contribuera désormais directement et exclusivement à la mise en place du système national d'information sur les garanties.



Bilan

- La première réunion du comité directeur s'est tenue en avril 2013, avec la participation de représentants d'organisations des Nations Unies, du gouvernement, du personnel du Programme ONU-REDD et de la société civile nigériane.
- La mise en place d'une infrastructure de base dédiée à la télédétection, aux systèmes d'information géographique (SIG) et à l'inventaire forestier est en cours au sein de la CRSFC (Commission forestière de l'État de Cross River).
- Une étude/évaluation préliminaire a été réalisée afin d'évaluer les capacités humaines en matière de surveillance et de MRV et les lacunes ont été identifiées. Un programme de renforcement des capacités est en préparation et sera mis en œuvre par le biais de divers ateliers et formations sur ce thème au cours du cycle du projet.
- Les besoins en équipement de télédétection/SIG et d'inventaire forestier ont été évalués et un plan d'achat a été élaboré afin de se procurer cet équipement et de créer un laboratoire dédié à la télédétection et au SIG. Les achats ont toutefois été reportés, dans l'attente de la rénovation du bâtiment destiné à accueillir cet équipement au sein de la Commission forestière.
- L'examen des données existantes relatives à l'inventaire forestier et les études antérieures sur l'évolution de l'utilisation des terres au Nigéria ont servi à la conception d'une étude consacrée aux facteurs de déforestation et de dégradation des forêts qui sera réalisée prochainement.

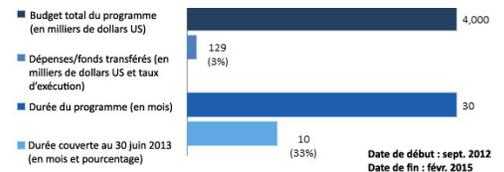
Appui Ciblé

Appui à la poursuite de la première phase de l'évaluation participative de la gouvernance (voir le résultat 2 du SNA)

Montant approuvé : 70 000 dollars US

Les questions de gouvernance ont été jugées prioritaires par suite du consensus auquel les parties prenantes étatiques et fédérales sont parvenues lors de l'atelier organisé à Calabar, dans l'État du Cross River. Par ailleurs, des indicateurs ont été ébauchés, et la structure organisationnelle de l'évaluation participative de la gouvernance (EPG) au Nigéria ainsi que la feuille de route du processus ont été définies. Des actions de renforcement des capacités ont été menées auprès des parties prenantes directement concernées par l'EPG, en matière de recueil des données et des indicateurs (voir le [compte rendu](#) et les [documents de l'atelier](#), en anglais). Plus de 50 participants venus de l'échelon fédéral et de l'État du Cross River se sont réunis pour apporter leur contribution aux domaines pertinents de l'EPG ayant trait aux actions REDD+ menées au niveau fédéral et dans les États du Nigéria. Les participants sont parvenus à un accord sur quatre domaines de gouvernance pour lesquels l'évaluation fournira des données : i) la participation générale et éclairée des parties prenantes de la REDD+ ; ii) l'harmonisation du cadre politique et juridique de la REDD+ ; iii) la transparence et la responsabilité concernant le processus et le financement de la REDD+ ; et iv) les relations intergouvernementales et la coordination. Les participants ont également convenu d'une structure organisationnelle et des prochaines étapes, à savoir l'élaboration d'une feuille de route et la délimitation claire et précise des rôles et responsabilités.

Chiffres Semestriels



Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- La mise en œuvre des activités n'a pas avancé comme prévu, notamment en raison du retard pris dans la définition des dispositifs à cet effet et dans la consolidation d'une modalité de mise en œuvre nationale nécessitant l'approbation du Programme national (qui renforcera l'appropriation des activités par le Nigéria et accélèrera leur mise en œuvre). Le PNUD a dispensé une formation financière et fiduciaire aux deux unités nationales de mise en œuvre afin de renforcer cette modalité.
- Le recrutement du personnel clé n'est pas encore terminé en raison du manque d'experts dans les domaines liés aux préparatifs de la REDD+, mais il progresse. La mise en œuvre des activités devrait aller plus vite lorsque les embauches seront finies.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

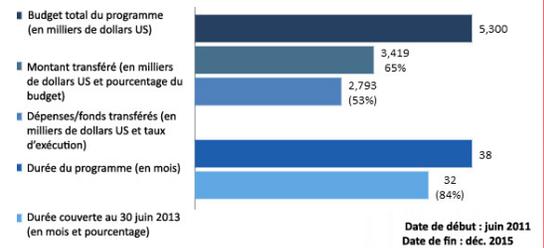
Le processus de lancement, qui comprend la création et l'adoption de dispositifs de mise en œuvre nationale, a été prolongé au cours du premier semestre. Cela devrait accroître son appropriation par les parties prenantes nationales et la prise en charge du programme par les autorités nigériennes, et de ce fait accélérer le rythme de la mise en œuvre. La réunion du comité directeur du Programme national, tenue en avril 2013, a permis de confirmer les priorités communes, notamment le recrutement du personnel clé.



Bilan

- Un premier rapport présentant la REDD+ et les projections du couvert forestier jusqu'en 2028 en fonction de différents scénarios de développement du Panama a été achevé en juin 2013. Il indiquait notamment le niveau de mesures incitatives nécessaire pour influencer les modes de déforestation du pays.
- Une étude diagnostique des besoins en capacités a été réalisée en janvier 2013 en vue de l'élaboration de supports concernant les changements climatiques et la REDD+. Elle a bénéficié du concours de l'Autorité nationale pour l'environnement (ANAM), de représentants autochtones de la comarque de Ngöbe-Buglé, d'associations de paysans, de chefs autochtones et de responsables paysans venus de Darién.
- Un plan de communication complet, intégrant la communication interne, la visibilité et l'image de marque, la communication en matière de développement et la communication destinée aux décideurs, a été rédigé. Une page Internet a également été créée pour la REDD+ au Panama, et des supports de communication ont été produits.
- Un système de classification de l'utilisation des terres et de l'occupation des sols a été conçu et approuvé par l'ANAM en mars 2013.
- Le travail d'interprétation de 50 % des images satellites en vue de la réalisation de la carte d'utilisation des terres et du couvert forestier de 2012 a progressé. Un accord a été conclu avec l'Herbarium national pour vérifier la taxonomie végétale à partir du matériel recueilli pour l'inventaire forestier national (IFN).
- En juin 2013, une méthodologie a été mise au point pour l'analyse multitemporelle de la variation du couvert forestier, intégrant une carte des variations annuelles.
- Une introduction à l'inventaire forestier national a été présentée et des accords ont été conclus avec les administrateurs régionaux de l'ANAM concernant l'appui logistique à l'échantillonnage sur le terrain. Les premières données de neuf unités d'échantillonnage ont été recueillies pour l'IFN afin de tester et de peaufiner la méthodologie.
- Des formations et des actions de renforcement des capacités ont été organisées en matière de télédétection et d'inventaire forestier national.

Chiffres Semestriels



Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- Dans une lettre datée du 27 février 2013, la COONAPIP (Coordination nationale des peuples autochtones) a annoncé qu'elle se retirait du Programme ONU-REDD au Panama. En réponse, une délégation de hauts représentants du Programme s'est rendue en mission au Panama les 20 et 21 mars 2013 pour rencontrer les parties prenantes. Les membres de cette mission de haut niveau ont rencontré l'équipe technique de la COONAPIP, car ses dirigeants n'étaient pas disponibles. Au cours de leur rencontre, la Coordination a réitéré sa décision de se retirer du Programme national au Panama. Le Programme ONU-REDD a pris acte de sa décision et l'a respectée. La mission a également rencontré le ministre de l'Environnement et d'autres représentants de l'État avec le personnel des organismes des Nations Unies et du Programme national. Le Programme a ensuite immédiatement lancé [une enquête et une évaluation indépendantes](#) du Programme national afin de mener une enquête approfondie sur les faits allégués par la COONAPIP et d'évaluer le Programme national dans son ensemble. Par ailleurs, toutes les activités nouvelles du Programme national au Panama ont été suspendues. Les conclusions préliminaires de l'enquête et de l'évaluation ont été présentées à la dixième réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD.
- La suspension des nouvelles activités a pénalisé l'exécution du Programme national. Au cours du premier semestre, les efforts déployés ont surtout porté sur la réalisation de l'enquête et de l'évaluation à mi-parcours.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

Une version révisée du Programme national, fondée sur les recommandations des rapports d'enquête et d'évaluation finaux, sera présentée à la onzième réunion du Conseil d'orientation.



© Celina Yong

Bilan

- En janvier, l'unité de gestion du projet (UGP) est entrée en service. Le personnel clé a été engagé (responsable du programme international et consultants nationaux pour l'inventaire forestier national) et l'infrastructure du système national de surveillance des forêts (SNSF) de Papouasie-Nouvelle-Guinée a été créée au sein de l'Office des changements climatiques et du développement (OCCD).
- La méthodologie du premier inventaire forestier national polyvalent du pays a été définie lors du deuxième atelier de consultation nationale organisé à ce sujet en février 2013. Une cinquantaine de personnes du secteur public (Autorité des forêts, Institut de recherche forestière, OCCD), du milieu universitaire (université de technologie, université de Papouasie-Nouvelle-Guinée) ou travaillant pour des ONG ou des organisations internationales ont participé à cet atelier.
- Un projet de Lignes directrices nationales sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CCPLCC) est actuellement à l'étude, après une analyse comparée de la documentation récente et des pratiques sur le terrain. Le projet fera l'objet d'une période de consultations publiques avant d'être finalisé.
- Un mémorandum d'accord a été signé entre l'OCCD et FORCERT (Forest Management and Product Certification Service), une ONG phare de la gestion durable des forêts, en vue d'étudier les systèmes de répartition des avantages proposés en fonction des expériences relatées sur le paiement des services fournis par les écosystèmes.

Appui Ciblé

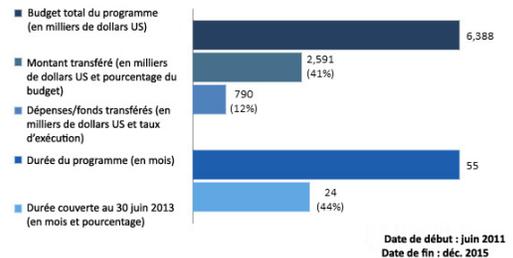
Appui à l'élaboration d'une proposition de projet en vue de la création d'une structure d'appui régionale pour la surveillance et la mesure des forêts dans le Pacifique.⁴ (voir le résultat 1 du SNA)

Montant approuvé: 100 000 dollars US

La consultation des homologues du gouvernement et des organisations régionales et internationales concernant l'élaboration d'une proposition d'appui technique régional dans le Pacifique a eu les conséquences suivantes :

- Élaboration et finalisation d'une proposition de projet complète intitulée « Strengthening Regional Support to National Forest Monitoring Systems in the Pacific » (Renforcement de l'appui régional aux systèmes nationaux de surveillance des forêts dans le Pacifique). Ce projet serait mis en œuvre conjointement par les gouvernements des pays du Pacifique, le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Autorité des forêts de Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Institut national de recherche spatiale du Brésil (INPE) et la FAO/ONU-REDD ;
- Sensibilisation des homologues gouvernementaux et non gouvernementaux à la proposition régionale, par le biais de discussions lors des ateliers régionaux organisés aux Fidji, associées aux réunions de l'équipe spéciale nationale des Îles Salomon dédiée à la REDD+ et du groupe de travail technique sur les systèmes nationaux de surveillance des forêts (réunions coordonnées par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique) et les réunions du groupe de travail technique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur le MRV ;
- Définition d'un plan de travail pour l'allocation de l'appui ciblé en 2013 ;
- Recherche et clarification des sources éventuelles de financement pour la proposition de projet régional ;
- Renforcement des capacités techniques des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales en matière de SNSF aux Îles Salomon.

Chiffres Semestriels



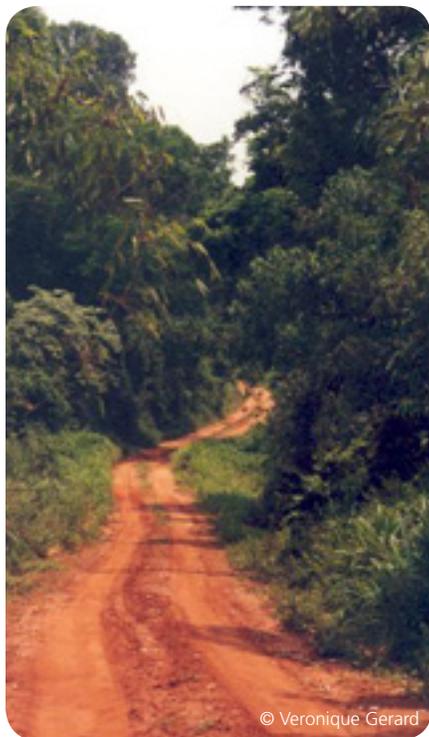
Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- L'exécution du programme a été gravement perturbée par l'instabilité politique qui a marqué une grande partie de l'année 2012. Après un démarrage lent en 2011, la mise en œuvre d'un grand nombre d'activités prévues a été reportée au début 2013.
- Une demande de report sans frais du budget a été déposée en juin 2013 afin de permettre la mise en œuvre complète des activités prévues lors du lancement du Programme en 2011.
- L'intensification des activités relevant du Programme national en 2013 est le résultat d'un climat politique (et institutionnel) stabilisé ainsi que de l'influence de l'Unité de gestion du projet, entrée en service en janvier 2013.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

Le plan de travail pour 2013 a été modifié pour prendre en compte un calendrier de planification plus viable. Il a été approuvé par le Conseil exécutif du projet en mars 2013. Avec la création de l'Unité de gestion projet et l'embauche du personnel, les activités devraient reprendre afin d'atteindre les objectifs prévus.



Bilan

- La FAPI (Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones du Paraguay) a lancé une analyse, appuyée par le Programme ONU-REDD, concernant le régime foncier et les territoires autochtones. Les résultats de ces importants travaux seront présentés en décembre 2013.
- Avec l'appui du Programme, la FAPI a coordonné un atelier international consacré aux garanties sociales et environnementales en matière de REDD+ et de droits de l'homme. Cet atelier, qui s'est déroulé à Asunción en avril, a rassemblé plus d'une centaine de représentants d'institutions publiques et non gouvernementales. Les éléments permettant de mettre en place un mécanisme de réclamation au titre du Programme ONU-REDD, qui se fondent sur une analyse des expériences nationales et internationales dans ce domaine, ont été débattus au cours de l'atelier.
- Tout au long du premier semestre, la FAPI a rendu visite aux communautés autochtones afin de leur offrir des formations sur les changements climatiques et sur la REDD+. Elle a également activement participé aux interventions menées par le Programme ONU-REDD au Paraguay.
- Renforcement des capacités de plus de 70 représentants du gouvernement, de la société civile, du milieu universitaire et du secteur de la production concernant les questions juridiques et judiciaires relatives à la REDD+.
- Le processus de validation de la phase initiale d'atténuation du Plan national du Paraguay sur les changements climatiques a démarré en mai 2013. Il comprend notamment un

plan d'action pour la REDD+ qui est appuyé par le Programme. Vingt-trois institutions publiques, de la société civile, universitaires et industrielles participent également au processus.

- L'infrastructure, le logiciel et l'équipement permettant de cartographier et d'inventorier les forêts nationales étaient en place et opérationnels en juin 2013.
- En avril, les capacités de 32 techniciens de l'Institut national des forêts, l'INFONA, ont été renforcées en matière d'inventaire forestier national, de recueil de données et d'équations allométriques.
- Une vérification sur le terrain de la carte du couvert forestier a été réalisée par l'INFONA en mai.
- Renforcement des capacités de télédétection de 16 personnes, à la suite d'un atelier de formation appuyé par les bureaux de la FAO en Équateur et à Rome.
- Réalisation d'une analyse des coûts d'opportunité de la REDD+ en janvier 2013, qui s'appuyait sur une analyse de l'utilisation des terres dans les fermes, une analyse de la production régionale et des estimations primaires de la rentabilité financière des fermes. Une base de données permettant de mettre à jour les informations a été mise au point et des techniciens du Secrétariat à l'environnement (SEAM) y ont été formés en février et en mai.
- Le cadre institutionnel de la REDD+ a été renforcé par une résolution adoptée par le Secrétariat à l'environnement en avril 2013, qui a entraîné la désignation d'une équipe technique nationale dédiée à la REDD+ et de techniciens pour chaque domaine de travail.

Gros plan

Au cours du premier semestre, un atelier historique a eu lieu, réunissant les institutions chargées des questions forestières, le Secrétariat à l'environnement, l'INFONA et l'Université nationale. Les participants sont parvenus à un accord sur la définition de la forêt au Paraguay, un point particulièrement utile pour la stratégie nationale en matière de REDD+.

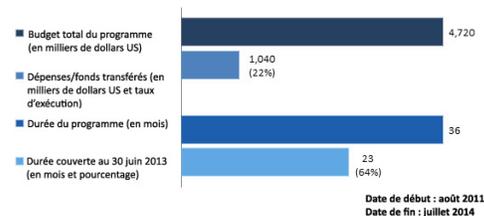
Appui Ciblé

Appui à la mise en place d'un système national de surveillance des forêts (voir le résultat 1 du SNA)

Montant approuvé: 100 000 dollars US

Activités réalisées en 2012. Mise en place de l'appui à la télédétection et du portail électronique pour le système d'information géographique. Le pays doit désormais décider des derniers dispositifs.

Chiffres Semestriels



Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

Le changement de gouvernement en juin 2012 a eu une incidence sur la mise en œuvre du Programme national ONU-REDD. Toutefois, malgré les incertitudes institutionnelles qui ont marqué le premier semestre 2013, des progrès notables ont été enregistrés en comparaison des périodes précédentes. Ils sont notamment dus aux activités de planification qui avaient anticipé les effets liés au changement de gouvernement. L'appui constant fourni par la FAPI pendant ces mois de transition a joué un rôle capital dans la préservation d'un certain rythme de travail. En particulier, la consolidation des équipes de travail institutionnelles sur le plan technique, la coordination de plusieurs réunions importantes et la production d'analyses et de documents techniques divers ont contribué à la réalisation des objectifs proposés pour les différentes composantes.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

À présent que le nouveau gouvernement et l'infrastructure technique et institutionnelle sont en place et que plusieurs études et éléments importants du processus de préparation à la REDD+ ont démarré (et sont terminés pour certains), les activités devraient progresser plus rapidement pour atteindre les résultats escomptés en 2014. Pour que le Programme national soit aligné sur la situation institutionnelle et politique actuelle du Paraguay, un examen à mi-parcours sera réalisé à titre indépendant en décembre 2013.



© FAO/Patrick Durst

Gros plan

« Bien que de courte durée, le Programme ONU-REDD des Philippines a fourni au pays un cadre de développement grâce auquel nous pouvons consolider et rassembler les caps franchis et les enseignements tirés des activités de REDD+ menées aux Philippines. Le Programme a fourni le mécanisme qui réunit toutes ces initiatives au sein d'un seul et même programme national de REDD+, lequel permettra à notre pays de participer de plein droit à ce dispositif et à la mise en œuvre de ses programmes. »

Mme Analiza Teh, sous-secrétaire et responsable du Programme ONU-REDD au sein du ministère de l'Environnement et des Ressources humaines des Philippines

Bilan

- La Commission sur le changement climatique (CCC) a terminé toutes les consultations régionales concernant le rôle potentiel et la structure des comités multipartites national et provinciaux sur la REDD+.
- Le mandat, le manuel des opérations et la résolution de la Commission définissant les fondements juridiques du Comité multipartite national (CMNR) en matière de stratégie nationale de REDD+ ont été rédigés et attendent leur adoption officielle.
- L'évaluation des connaissances théoriques et pratiques et le programme national de renforcement des capacités ont été réalisés. Il s'agissait notamment pour le Programme ONU-REDD d'organiser une tournée de présentation, par l'intermédiaire du Programme d'échange de produits forestiers non ligneux (NTFP-EP), à Baguio, Iloilo, Zamboanga et Davao et dans la province de Leyte du Sud. Un outil d'évaluation des capacités facilitant les analyses a été produit, ainsi qu'un rapport sur l'évaluation des capacités et compétences et des modules de formation à l'usage des praticiens de la REDD+. La surveillance des forêts et la composante MRV du projet REDD+ comptent parmi les grands domaines pour lesquels les capacités des parties prenantes concernées sont actuellement insuffisantes.
- Trois ateliers ont été organisés sur les thèmes de la surveillance des forêts et de la stratification forestière aux fins de la REDD+ (du 17 au 20 juillet 2012), de l'inventaire forestier national (du 6 au 9 novembre 2012) et de la télédétection (du 22 au 24 janvier 2013). Un dernier atelier de consolidation s'est tenu en mars 2013 afin d'analyser les résultats de ces trois ateliers et des actions menées par d'autres initiatives de REDD+ connexes aux Philippines. Il a abouti à l'élaboration d'un cadre conceptuel de suivi et de MRV pour la REDD+.
- Le groupe de travail technique sur le MRV a reçu une formation de terrain sur les techniques de surveillance du carbone forestier et de la biodiversité.

Appui Ciblé

Appui i) à l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités visant à fournir des informations sur les garanties au niveau local ; et ii) au renforcement de la préparation à la REDD+ par la création de possibilités de répartition des avantages et de lutte contre les risques de corruption (voir le résultat 3 du SNA)

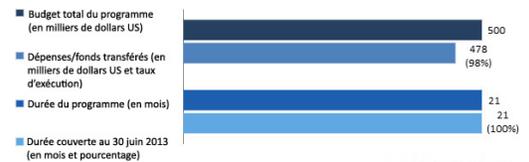
Montant approuvé: 131 000 dollars US

Renforcement des capacités locales de participation au processus national sur les garanties et fourniture d'informations sur la mise en œuvre des garanties via différentes méthodes :

- Élaboration d'un programme de renforcement des capacités sur les garanties existantes, en concertation avec le réseau d'organisations travaillant dans ce domaine aux Philippines ;
- Organisation de deux formations pilotes conjointement à des consultations sur l'élaboration de lignes directrices nationales concernant les garanties (Palawan et Leyte du Sud, novembre 2012) ;
- Organisation de deux ateliers de suivi pour discuter du succès des formations et des besoins complémentaires en matière de renforcement des capacités (Palawan et Leyte du Sud, mars 2013).

L'évaluation des risques de corruption liés à la mise en œuvre de la REDD+ a été réalisée par l'Ateneo School of Government, sous la houlette du Bureau de gestion des forêts. L'étude a hiérarchisé les risques de corruption les plus dangereux et les plus plausibles pour la REDD+ (les principaux, déterminés selon une méthode participative, étant les risques de népotisme/clientélisme lors de la délivrance des permis et le risque de mésusage des ressources officielles). Elle a également formulé des recommandations pour les éviter et les contrôler. L'analyse s'est appuyée sur les cadres analytiques contextualisés de la stratégie nationale de REDD+ et de l'examen sur le développement de l'intégrité, réalisés sous l'égide du Bureau de l'Ombudsman. Les données ventilées par sexe ont mis en lumière les différences de perception et d'expérience entre hommes et femmes dans le secteur forestier.

Chiffres Semestriels



Date de début : août 2011
Date de fin : avril 2013

Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- La première réunion du Comité multipartite national par intérim s'est tenue en mars 2013. Il a été souligné que le processus organisationnel exigerait plus de temps et de consultations, notamment concernant le processus de sélection des représentants.
- L'évaluation des besoins des composantes « Suivi » et « MRV » en matière de renforcement des capacités n'a pas pu être réalisée en raison du manque de consultants nationaux compétents.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

- Un atelier d'intégration à d'autres partenaires importants pour la préparation nationale à la REDD+, parmi lesquels le Bureau de gestion des forêts (FMB), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le partenariat CoDe REDD, s'est déroulé en février 2013. Il visait à incorporer les résultats et les activités planifiées de tous les partenaires dans une version révisée et exhaustive de la stratégie nationale de REDD+. Les résultats du Programme ONU-REDD survivront par conséquent à ce dernier et dureront aussi longtemps que les Philippines poursuivront la préparation et la mise en œuvre de la REDD+.
- La création du Comité multipartite national de la REDD+, le cadre des garanties, le programme de campagnes d'information et de renforcement des capacités ainsi que l'analyse des instruments et méthodes de suivi et de MRV sont des éléments essentiels à la phase de préparation à la REDD+ aux Philippines.
- La Commission sur le changement climatique poursuit la formulation et la mise en route des comités multipartites national et provinciaux. Par son mandat, elle légitimera ces comités dans le contexte de la stratégie nationale de REDD+ et du Plan d'action national relatif au changement climatique.
- La planification d'un programme national complet de REDD+ se poursuivra. Le Bureau de gestion des forêts et ses partenaires de la société civile collaborent avec USAID, le Service forestier des États-Unis et l'Agence allemande de coopération internationale afin d'assurer la continuité des initiatives de REDD+ et d'exploiter les réalisations du Programme ONU-REDD. Pour garantir la continuité des actions en faveur de la REDD+, le Bureau a transféré les tâches de coordination dans ce domaine, qui relevaient de la compétence du secrétariat du Programme ONU-REDD au sein du Bureau, à son unité de planification. Ce transfert s'inscrit dans le cadre des efforts du Bureau de gestion des forêts visant à intégrer les initiatives de REDD+ dans ses structures.



Bilan

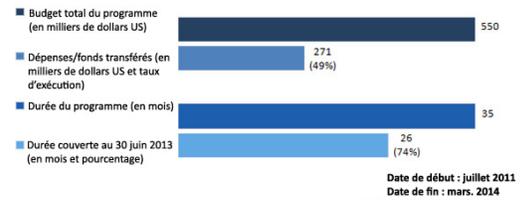
- Dans un document du Cabinet relatif à l'état d'avancement du Programme, l'équipe spéciale nationale dédiée à la REDD+ a émis les recommandations suivantes : 1) le gouvernement des Îles Salomon doit prendre entièrement en charge l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche nationale en matière de REDD+ ; 2) la direction assurée par le gouvernement permettra d'instaurer une approche multisectorielle pour la mise en œuvre de la REDD+ ; et 3) le gouvernement des Îles Salomon doit envisager la création d'un mécanisme officiel visant à examiner et à approuver les initiatives relatives au carbone forestier. Il doit également prévoir un délai suffisant pour l'élaboration d'un cadre complet d'orientation de la mise en œuvre de la REDD+ dans les Îles Salomon.
- À la suite de l'évaluation initiale des structures institutionnelles qui a été entreprise, il s'avère que la mise en œuvre de la REDD+ nécessitera d'apporter des changements institutionnels au sein du ministère des Forêts et de la Recherche et du ministère de l'Environnement, de l'Évolution du climat, de la Gestion des catastrophes naturelles et de la Météorologie afin de faciliter les activités relatives à la REDD+.
- Une évaluation des facteurs actuels du déboisement et de la dégradation des forêts a été réalisée. Il ressort de l'analyse que l'agriculture de subsistance est une cause majeure du déboisement en raison du déplacement des cultures, un phénomène exacerbé par des facteurs indirects tels que la forte croissance démographique et le fait que plus de 85 % des Salomonais sont des paysans pratiquant une agriculture de subsistance.

- La communication et les capacités ont été renforcées par le biais de plusieurs processus et événements : 1) une structure de gouvernance multipartite est en cours d'élaboration dans les groupes de travail techniques concernés concernant les actions de sensibilisation de l'opinion ; 2) des brochures du Programme ont été élaborées dans un but de communication ; 3) plusieurs actions de sensibilisation et de formation liées aux opérations de l'équipe spéciale dédiée à la REDD+ et des groupes de travail ont été organisées (visite d'étude aux Fidji, consultations, réunions consacrées au développement durable des Îles Salomon, etc.).
- Un atelier de formation sur le recueil de données a été organisé pour toutes les parties prenantes. La formation a présenté les compétences et les processus de MRV, ainsi que les besoins des Îles Salomon en la matière (équipement, données et effectifs, entre autres) et les informations disponibles (système d'information géographique, bases de données d'inventaire, etc.).
- Le Programme et les partenaires nationaux ont participé à des activités régionales telles que l'atelier régional de planification et d'échanges sur la REDD+, organisé par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) et l'Agence allemande de coopération pour le développement (GIZ). Cet atelier a permis d'étudier les activités en cours du Projet régional CPS/GIZ « Conservation des forêts pour une meilleure protection contre les effets du changement climatique dans les pays insulaires du Pacifique ». Forum d'échange de connaissances et d'enseignements à retenir sur la préparation nationale à la REDD+, il a également conduit à l'élaboration et à la création d'activités en complément du Programme régional CPS/GIZ sur la REDD+.
- La collaboration régionale avec le projet régional CPS/GIZ de conservation des forêts a abouti au financement du déplacement de quatre employés du ministère des Forêts fidjien, dans le but de soutenir la formation de terrain sur la MRV organisée à l'échelle nationale dans les Îles Salomon, à l'issue de laquelle plus de 30 personnes ont été formées.

Appui Ciblé

« Appui à l'élaboration d'une proposition de projet en faveur du développement d'une structure d'appui régionale, pour instaurer un système de dendrométrie et de surveillance des forêts dans la région du Pacifique. Cet appui s'inscrit dans le cadre d'une demande conjointe avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cf. les réalisations indiquées en page 9. (Concerne les Effets 1 du SNA) »

Chiffres Semestriels



Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- Il subsiste des difficultés liées à la prise de conscience des avantages et des risques à envisager par les parties prenantes. Du point de vue du Programme et des institutions publiques responsables, cela constitue un défi permanent.
- Les avantages de la REDD+ indépendamment du carbone occupent désormais une place prépondérante dans la plupart des consultations. Les parties prenantes situées à Honiara et, dans une certaine mesure, en province, sont de mieux en mieux informées sur la REDD+ et sur ses risques et avantages potentiels.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

- L'équipe spéciale nationale dédiée à la REDD+ et les groupes de travail techniques sont à présent en place. Créés au titre du Programme, ils dirigeront la formulation de la feuille de route pour la REDD+. Leurs membres ont participé à une visite d'étude sur ce sujet aux Fidji, ce qui les a aidés à mieux comprendre le concept ainsi que leur rôle dans le processus.
- La participation des parties prenantes a abouti à des engagements fermes de la part de deux administrations responsables, le ministère de l'Environnement et le ministère des Forêts et de la Recherche.
- Le gouvernement prend les mesures nécessaires pour assurer la pérennité du Programme non seulement dans l'immédiat, mais aussi à l'avenir. À ce titre, le ministère des Forêts a notamment sollicité des fonds supplémentaires pour 2014 afin de budgéter deux projets de développement liés à la REDD+ (surveillance des forêts nationales, formation et renforcement des capacités sur la biomasse forestière et l'évaluation du carbone).



© Sri Lanka UN-REDD Programme

Bilan

- L'atelier de lancement interne s'est tenu du 4 au 7 juin 2013. À cette occasion, les principales composantes du projet (cadre de résultats, cadre de suivi, registre des risques et dispositifs de mise en œuvre) ont été définies.
- Le lancement officiel du Programme national et l'atelier de lancement public organisé avec les parties prenantes ont eu lieu le 7 juin 2013.
- Les actions visant à mettre en place l'unité de gestion du projet et à la rendre opérationnelle se sont intensifiées avec le début du recrutement du personnel.

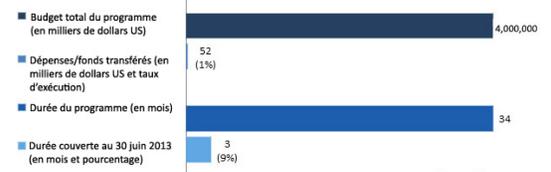
Appui Ciblé

Appui à la proposition de préparation à la REDD+ et à l'élaboration d'un plan d'action de MRV (voir le résultat 1 du SNA)

Montant approuvé: 13 900 dollars US

- Achèvement d'un catalogue de données appuyant la préparation d'un inventaire des gaz à effet de serre dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement de l'affectation des terres et de la foresterie.
- Mise à jour du plan d'action de MRV et poursuite de l'élaboration du document du Programme national avec la mobilisation du groupe MRV.
- Détermination des besoins et des lacunes en vue de la préparation du mandat des activités mises en œuvre dans le cadre du document du Programme national.

Chiffres Semestriels



Date de début : avril 2013
Date de fin : janv. 2016

Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

Peu de progrès ont été enregistrés au niveau des activités, puisque l'atelier de lancement ne s'est pas déroulé avant juin 2013. Avec l'acceptation du plan de travail et le recrutement du personnel du projet, la mise en œuvre devrait s'intensifier au second semestre.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

L'atelier de lancement du projet a contribué à sensibiliser les participants et à les familiariser avec la REDD+ en général et le Programme ONU-REDD en particulier.

TANZANIE

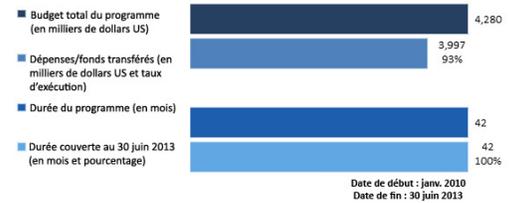


Bilan

- En mars 2013, l'équipe spéciale nationale de REDD+ (NRTF) a publié la version finale de sa **Stratégie nationale de REDD+** et son Plan d'action connexe. (Cette stratégie avait été établie avec l'appui du Programme national ONU-REDD au moyen de plusieurs actions de consultation.)
- De nombreuses possibilités de formation ont été offertes à plus de 500 employés du Service tanzanien des forêts (relevant du ministère des Ressources naturelles et du Tourisme) et d'autres ministères concernés par la REDD+. Elles portaient sur des questions telles que les normes sociales et environnementales, le rôle du secteur privé en matière de REDD+ ou encore la REDD+ et l'économie verte. Cela a permis de renforcer les capacités nationales de gestion, de planification et de prise de décision sur des thèmes liés à la REDD+ au niveau central et dans les districts. Une **évaluation des besoins en capacités** a été menée à tous les échelons du gouvernement afin de servir de référence au futur renforcement des capacités en matière de REDD+ en Tanzanie.
- Le Programme a appuyé l'**estimation des éléments de coût des projets liés à la REDD+** dans le pays, qui a permis de formuler des conseils politiques et techniques à l'intention des décideurs aussi bien tanzaniens qu'internationaux. Cette estimation a également abouti au développement d'un logiciel destiné à aider les responsables de projet et les autres parties intéressées à calculer et à contrôler les coûts de projet. Au vu de sa qualité et de son utilité, d'autres pays ont sollicité les conseils de la Tanzanie afin d'organiser un exercice similaire.
- Les capacités de l'unité de cartographie du Service tanzanien des forêts ont été renforcées au moyen de formations complètes et grâce à la fourniture de l'équipement de base (matériel et logiciels de gestion de données, de cartographie et d'impression).
- Une activité d'élaboration d'une feuille de route permettant d'établir les niveaux d'émission de référence et les niveaux de référence a démarré. Elle s'achèvera en novembre 2013.

- Un jeu de données exhaustives sur le carbone des sols, issu des parcelles d'échantillonnage permanentes de NAFORMA, le dispositif de suivi et d'évaluation des ressources forestières nationales, a été produit et analysé en Tanzanie. Ces données permettront de dresser une carte nationale du carbone des sols avec le concours d'autres jeux de données fournis par le ministère de l'Agriculture, de la Sécurité alimentaire et des Coopératives de Tanzanie, le Centre international de référence et d'information pédologique (ISRIC) et le Service d'information sur les sols d'Afrique (AfSIS). Les cartes seront prêtes en décembre 2013.
- Des activités d'examen et d'amélioration de la base de données nationale sur les équations allométriques réparties par écozone ont été lancées et une base de données sur la densité du bois est en cours de réalisation. Ces activités permettront à la Tanzanie d'établir des facteurs nationaux d'émission pour la REDD+, qui pourront améliorer sensiblement l'exactitude et la précision des estimations relatives aux émissions par rapport aux valeurs par défaut.
- Des cartes indiquant les avantages environnementaux et sociaux mutuels de la REDD+ ont été établies et une formation poussée a été offerte au Service tanzanien des forêts et aux institutions concernées afin d'appuyer la planification des activités de REDD+ ainsi que l'élaboration du système d'information sur les garanties et la détermination des avantages mutuels de la REDD+ sur le plan environnemental et social. Le rapport et les cartes en question seront publiés en décembre 2013. Ils nourriront les politiques et les décisions relatives aux possibilités de REDD+.
- Des formations en rapport avec la planification et la mise en œuvre de la REDD+ (télé-détection, système d'information géographique, gestion des données, inventaire forestier national, MRV, niveaux de référence, équations allométriques, mise en œuvre de la REDD+, etc.) ont été organisées à l'intention du personnel du gouvernement (essentiellement le ministère des Ressources naturelles et du Tourisme et la vice-présidence) et des institutions partenaires (Institut de formation en foresterie, Université agricole Sokoine, Institut de formation à l'industrie forestière, Université de Dar-es-Salaam).
- Une stratégie de communication sur la REDD+ a été préparée par le Service tanzanien des forêts et les unités concernées du Service ont reçu une formation poussée à ce sujet.
- Divers supports de sensibilisation ont été créés, notamment des messages radiophoniques, des articles de fond et des documents d'orientation.

Chiffres Semestriels



Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- Le bilan et l'efficacité du Programme national ONU-REDD doivent être évalués dans le contexte du processus général de la préparation à la REDD+, qui est marqué par la complexité d'un vaste programme bilatéral de coopération et par plusieurs initiatives infranationales.
- Bien que la Tanzanie et le Programme national ONU-REDD aient progressé, le processus de préparation à la REDD+ n'est pas terminé. Il faut encore affiner la stratégie nationale de REDD+ et le plan d'action et les mettre en œuvre. Le Centre national de surveillance du carbone (NCCM), à qui incombent la conception et la mise en service des systèmes nationaux de surveillance des forêts et de MRV, vient d'être lancé et n'est pas encore opérationnel. Les mécanismes institutionnels qui lui permettraient d'entrer en service ne sont pas encore en place et ses relations avec le Service tanzanien des forêts, responsable du dispositif de suivi et d'évaluation des ressources forestières nationales (NAFORMA), sont floues.
- Un système national de garanties sociales et environnementales est encore à l'étude. Le mécanisme financier du projet REDD+ est encore à créer et aucune décision n'a été prise au sujet d'un système de répartition des avantages (bien qu'il ait été réalisé une évaluation de l'expérience des pilotes et des options envisageables, avec l'appui du Programme ONU-REDD).
- Le personnel recruté pour le projet et les consultants externes ont mis en œuvre la plupart des activités prévues au titre du Programme national ONU-REDD. Le nombre d'employés du ministère des Ressources naturelles et du Tourisme qui contribuent activement à la mise en œuvre du Programme national ONU-REDD a beaucoup diminué en 2012–2013, ce qui soulève des questions quant à la pérennité du renforcement des capacités ministérielles et quant aux capacités de mise en œuvre des activités de suivi. En effet, le personnel clé recruté pour le projet achève sa vacation à la fin du projet.
- Un comité directeur du programme a été créé à la suite de l'évaluation à mi-parcours. Plusieurs de ses membres appartenaient également à l'équipe spéciale nationale de REDD+ et à son secrétariat, qui ont assuré la coordination et la pérennisation des résultats du programme, ainsi que le bon alignement du Programme ONU-REDD sur le processus national de REDD+.

Gros plan

Quels sont les coûts de la REDD+ ?

Voilà une question essentielle pour tous ceux qui travaillent dans le domaine de la REDD+ : les pouvoirs publics, les développeurs de projet et les communautés. Le Programme national ONU-REDD en Tanzanie a décidé d'y apporter une réponse. Des données ont été recueillies, en coopération étroite avec les projets pilotes de REDD+ menés en Tanzanie, sur les quatre catégories de coût différentes qu'entraînent les projets REDD+ : les coûts d'opportunité, les coûts de mise en œuvre, les coûts de transaction et les coûts institutionnels.

L'étude consacrée à l'estimation des éléments de coût de la REDD+ en Tanzanie a renseigné les décideurs nationaux, mais elle a également servi de base à une démarche mondiale de détermination des coûts liés aux projets de REDD+, conçue avec le concours du Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale et l'Institut de la Banque mondiale. Des recherches complémentaires ont été menées en République démocratique du Congo et en Colombie. Par ailleurs, ce rythme de travail a conduit à la création d'un outil logiciel capable d'aider les projets REDD+ en matière de recensement et de contrôle détaillé des coûts engagés pour la gestion et la mise en œuvre des projets. Tous les rapports connexes et le logiciel peuvent être téléchargés [ici](#).

Possibilités et Enjeux Stratégiques

- Le Programme national ONU-REDD a été correctement intégré au processus national de REDD+. L'équipe spéciale nationale, qui est le principal organisme de coordination de la REDD+ en Tanzanie, a officiellement donné des orientations au Programme ONU-REDD. Elle a examiné les plans de travail annuels du Programme national et assuré la coordination des activités avec l'ensemble du processus de REDD+.
- Le gouvernement tanzanien est conscient qu'il est nécessaire de prendre en compte la REDD+ dans un grand nombre de politiques sectorielles. Ces questions ont été abordées dans une proposition d'action de suivi intitulée « Strengthening the REDD+ readiness process in Tanzania » (Renforcement du processus de préparation à la REDD+ en Tanzanie), que le Programme national ONU-REDD a contribué à rédiger. (Le travail n'est cependant pas encore terminé pour la présentation d'une proposition qualitative).

ZAMBIE

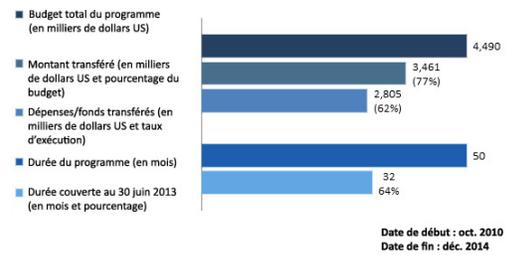


Bilan

- Au cours du semestre, l'Unité de coordination nationale de la REDD+ s'est officiellement associée au Secrétariat national au changement climatique, afin de tenir compte des dimensions transversales de la REDD+ et d'aligner cette dernière sur la politique climatique nationale. L'Unité de coordination collabore avec la société civile, le Forum de gestion communautaire des ressources naturelles et plusieurs ministères responsables dans le cadre de la phase de préparation.
- Une étude relative aux initiatives de REDD+ pertinentes a été réalisée pour évaluer les différentes pratiques de gestion forestière potentiellement compatibles avec le projet.
- Une version améliorée et raccourcie du plan et de l'évaluation de la mobilisation des parties prenantes a été élaborée, ainsi qu'un document d'information connexe. Entre autres résultats, le plan a permis de mieux comprendre les rôles et fonctions des diverses parties prenantes et de se familiariser avec eux. Un document d'information et un plan de travail concis sont en préparation. Ils faciliteront la prise de décision des décideurs politiques.

- Plusieurs réunions de consultation des organisations de la société civile (OSC) ont été organisées. Elles ont évalué la représentation importante et l'inclusion des acteurs non gouvernementaux dans le processus national de REDD+, qui contribuent à renforcer la transparence et la coopération dans le domaine de l'organisation d'activités particulières et de campagnes de sensibilisation.
- Un guide des ressources et de la formation a été élaboré afin d'appuyer les travaux de mobilisation des parties prenantes dans les provinces et districts et au niveau local. Le guide de la formation aidera les formateurs à relayer les informations du Programme ONU-REDD aux différentes parties prenantes. Il assure également l'uniformité des présentations du programme de formation.
- Une deuxième étude détaillée des facteurs de la déforestation, déterminant les forêts menacées, et une analyse des avantages mutuels de la REDD+ en Zambie ont été achevées ce semestre.
- Le bureau central du système d'information géographique a été installé au sein du département des Forêts.
- La classification de l'occupation des sols en 1990 a été réalisée au département des Forêts par des techniciens et des stagiaires.
- Une étude détaillée relative à un système de déclaration des gaz à effet de serre conforme à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et un recensement des facteurs d'émission en vue de la création d'un tel système ont été réalisés. Le processus de validation nationale par les parties prenantes s'est déroulé au cours d'un atelier de trois jours (du 8 au 11 avril 2013), tenu à Lake Safari Lodge, district de Siavonga. Le rapport validé doit maintenant passer par une révision rédactionnelle en vue de sa publication formelle.

Chiffres Semestriels



Remarque : pour le calcul de la durée du programme, la date de début correspond au jour du mois auquel le versement a été effectué.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- Au cours du premier semestre, la mise en œuvre du Programme ONU-REDD a progressivement accéléré. La planification solide réalisée fin 2012 a permis à l'équipe d'avancer sur plusieurs axes de travail différents.
- Afin de dresser le bilan collectif des deux premières années du programme et d'adapter la mise en œuvre par la suite, un examen stratégique a été conçu au premier semestre (prévu pour juillet-août 2013).

Possibilités et Enjeux Stratégiques

- Un Secrétariat au changement climatique, de nature véritablement transversale, a été créé sous la houlette du ministère des Finances. Le Programme national ONU-REDD de la Zambie s'est étroitement associé à ce nouveau Secrétariat afin d'intensifier les efforts de collaboration, notamment pour les questions relatives à l'élaboration d'une stratégie nationale de REDD+.
- Un processus national de mobilisation des parties prenantes a été mis en place, comme le demandent les processus de REDD+ et les initiatives en lien avec le changement climatique, afin d'assurer une participation plus ouverte et consultative des ministères, des autorités locales, des forces de la société civile et des représentants des communautés.
- La mobilisation des parties prenantes et l'avancement du réseau de praticiens de la REDD+ ont été appuyés par une série d'actions de formation et de dialogue à destination de la société civile.

2.4 État d'avancement des résultats

Résultat 1

Les pays REDD+ sont dotés des systèmes et des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre le MRV et le suivi.



Bilan

- Les systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF) et les capacités afférentes ont été renforcés par l'adossement de 13 Programmes nationaux et de sept pays partenaires dans toutes les régions du monde (six en Afrique, trois en Asie-Pacifique et 11 en Amérique latine).
- Le partage de connaissances et les capacités afférentes ont été renforcés par le biais de quatre formations infrarégionales portant sur des thèmes tels que les inventaires forestiers, les équations allométriques, les inventaires des gaz à effet de serre, la télédétection et les systèmes de classification des terres. Une formation régionale organisée en avril en Équateur sur les composantes SNSF et MRV en Amérique latine et aux Caraïbes a également rassemblé 63 participants venus de 11 pays. Deux autres formations sont prévues au second semestre 2013.
- Réalisation d'outils de télédétection, de mises à jour des portails électroniques, de formations (sur la personnalisation des portails et sur les recommandations en matière d'estimation des régions forestières au moyen des données fournies par Landsat et Rapid-Eye) et de logiciels, en coopération avec l'Institut national de recherche spatiale du Brésil (INPE). En particulier, les logiciels permettant de produire des statistiques, de simplifier les unités d'entrée et de sortie et d'adapter les interfaces utilisateur aux besoins des pays. Des supports pédagogiques ont été élaborés.
- Un document cadre intitulé « Systèmes nationaux de surveillance des forêts : surveillance

et mesure, notification et vérification (S-MNV) dans le contexte des activités de REDD+ », présenté à la neuvième réunion du Conseil d'orientation, a été largement diffusé et a permis d'aider les pays à comprendre les obligations de déclaration complexes et les systèmes nécessaires à la REDD+.

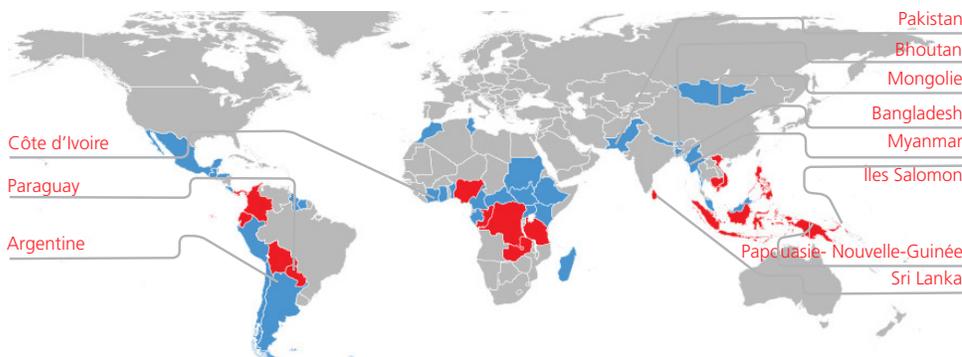
- La compréhension et la mise en œuvre de tous les composants ou piliers des systèmes nationaux de surveillance des forêts ont été renforcées dans tous les pays dotés d'un Programme national et dans tous les pays participant au Programme ONU-REDD en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Les manuels et supports pédagogiques essentiels ont été élaborés et diffusés au cours d'un atelier régional, de quatre ateliers infrarégionaux et de huit ateliers nationaux organisés au premier semestre 2013.
- La coopération a été renforcée avec d'autres initiatives telles que le projet de renforcement des capacités pour la REDD (CD-REDD), le projet de la FAO sur le suivi et l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre et du potentiel d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture (MICCA/MAGHG), le projet SilvaCarbon ou le projet de renforcement des capacités sur les faibles émissions (LECB) du PNUD.

Gros plan

La recherche concertée produit des équations d'allométrie des arbres nationales pour le Viet Nam.

Six instituts nationaux et l'Administration des forêts du Viet Nam ont mené des recherches afin de développer des équations d'allométrie des arbres nationales et de créer une base de données nationale. Les résultats de cette étude contribueront à améliorer la précision de l'évaluation de la biomasse forestière du Viet Nam. Cette collaboration interinstitutions dynamique a permis aux praticiens nationaux de comparer leurs méthodologies et de partager leurs bonnes pratiques.

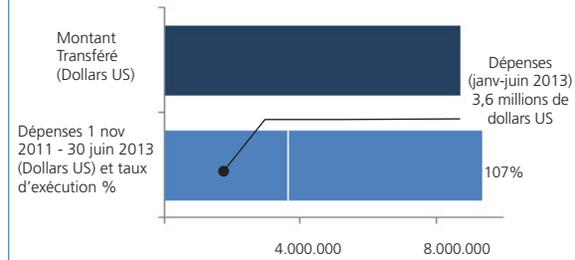
Appui ciblé⁴



⁴Représentation graphique de tous les pays partenaires du Programme ONU-REDD, les pays dotés d'un Programme national étant indiqués en rouge.

⁴La contribution de l'Espagne (2,4 millions de dollars US) est arrivée en septembre 2013, ce qui explique que les dépenses totales et le taux d'exécution semblent plus importants que le montant versé au 30 juin 2013.

Chiffres Semestriels



Dépenses totales, taux d'exécution et dépenses engagées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2013, par rapport au montant total versé au titre du résultat 1.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- La résilience des capacités et la consolidation des institutions sont des processus qui prennent du temps et qui ne peuvent être abordés que par étapes progressives, tout en étant coordonnés et intégrés à la planification nationale.
- Il est possible de pallier au manque de coordination des nombreux acteurs en matière de mise en œuvre des systèmes nationaux de surveillance des forêts et du MRV dans les pays en appuyant les points de contact et les gouvernements pour améliorer la communication et la collaboration entre initiatives connexes (par exemple, par des ateliers communs tels que l'atelier sur les systèmes nationaux de surveillance des forêts en Amérique latine et aux Caraïbes, réalisé en collaboration avec les projets CD-REDD et SilvaCarbon).

Possibilités et Enjeux Stratégiques

- Améliorer la coordination des initiatives dans les domaines des systèmes nationaux de surveillance des forêts et du MRV en intégrant des activités de démonstration (liaisons au niveau national) pose des difficultés, mais c'est aussi un enjeu stratégique qui offre des possibilités. Les pays font preuve d'amélioration stratégique lorsque les activités sont clairement définies et inscrites dans des approches nationales.
- Possibilités d'améliorer la coordination entre les donateurs et de planifier des actions complémentaires quand elles sont menées dans les mêmes pays (partenariat entre le Programme ONU-REDD et le Fonds de partenariat pour le carbone forestier ; nombreux projets et programmes bilatéraux importants, etc.), mais aussi d'améliorer la coopération avec d'autres activités thématiques de renforcement des capacités (initiatives de renforcement général des capacités en matière d'inventaire des gaz à effet de serre ; Groupe spécial du GIEC sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre).

Résultat 2

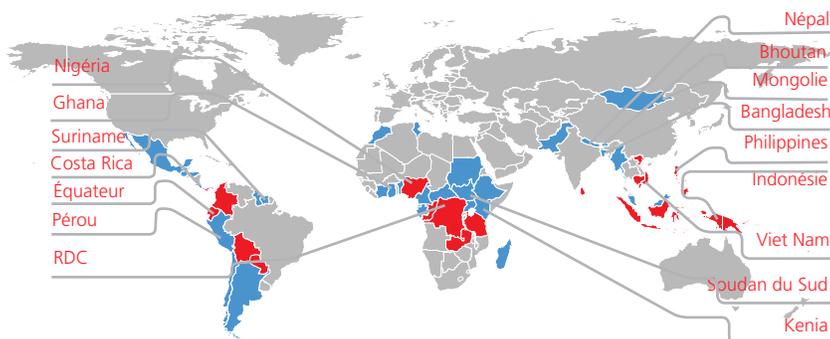
Des systèmes de gouvernance nationale crédibles et ouverts à tous sont instaurés afin de mettre en œuvre la REDD+.



Bilan

- Achèvement dans plusieurs pays des premières évaluations nationales des risques de corruption liés à la REDD+, évaluations dirigées par l'État. Dix pays ont ajouté un dialogue sur la transparence, la responsabilité et la participation des femmes aux éléments de leur processus de préparation.
- Mise en place d'un fonds national pour la REDD+ en République démocratique du Congo, à la suite de l'incorporation de mesures de REDD+ dans la « matrice de gouvernance économique » du pays afin de renforcer les dispositifs institutionnels et fiduciaires.
- Création d'un jeu de données sur la gouvernance en Indonésie, par le biais de sa première évaluation participative de la gouvernance. Ces données permettent d'incorporer les questions de gouvernance lors de la conception des politiques et des mesures de REDD+.
- Amélioration de la compréhension des dispositifs fonciers de la REDD+ grâce à l'organisation d'une Consultation mondiale des experts de la propriété foncière et de la REDD+ (Rome, février 2013) et de plusieurs ateliers régionaux de renforcement des capacités s'appuyant sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers publiées par la FAO.
- Réalisation d'un diagnostic juridique, identification des possibilités de réforme et hiérarchisation des mesures requises pour renforcer les cadres juridiques nationaux de la REDD+ (Kenia et République démocratique du Congo).
- Amélioration de la mise en œuvre du Programme national en Bolivie (plan de travail révisé, processus de validation), au Cambodge (prise en compte de la coordination institutionnelle), en Équateur (appui de l'unité de gestion du projet aux homologues nationaux), au Panama

Appui ciblé



(enquête indépendante sur les questions soulevées par la Coordination nationale des peuples autochtones, évaluation à mi-parcours), au Paraguay (appui de la Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones) et en Zambie (accent mis sur la coordination des organismes de l'ONU et sur la coordination transversale des pouvoirs publics).

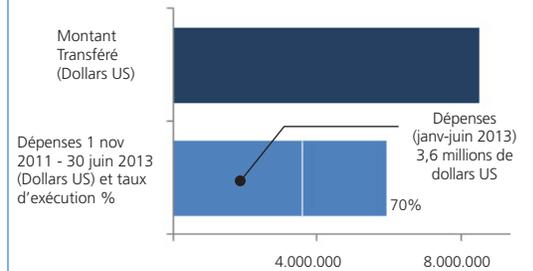
Gros plan

Pays partenaire depuis 2010, le Kenya s'est engagé auprès du Programme ONU-REDD de différentes manières, notamment en participant à diverses actions régionales et mondiales de sensibilisation et de renforcement des capacités. Grâce à l'appui ciblé du Programme, lancé en 2012, le Kenya a récemment achevé trois études complémentaires sur des problèmes de gouvernance qui répondent à trois questions interdépendantes :

- Quelles sont les difficultés et les possibilités en matière de réforme législative et de mise en œuvre de la REDD+ au Kenya, et comment le Kenya peut-il renforcer son cadre juridique dans ce domaine ?
- Quelles leçons le Kenya peut-il tirer des projets actuellement consacrés au carbone terrestre afin d'enrichir le futur système national de répartition des avantages ?
- Quels sont les risques de corruption liés à la REDD+ au Kenya, et comment le pays peut-il s'appuyer sur ses atouts pour lutter contre ces risques ?

Ces études, qui paraîtront dans une série à part, étaient fondées sur plusieurs méthodes participatives, parmi lesquels des entrevues sur le terrain et à l'échelon national, des recherches documentaires, une enquête électronique et des ateliers. Elles se caractérisent donc par une forte appropriation du pays, de la part du ministère des Forêts et de la Faune, mais aussi de plusieurs autres institutions publiques, telles que la Commission kényane de l'éthique et de la lutte contre la corruption, le Service kényan des forêts, les organisations de la société civile et le secteur privé. Ces études ouvrent la voie à un appui politique complémentaire visant à promouvoir la mise en œuvre qualitative de la Proposition kényane de préparation à la REDD+.

Chiffres Semestriels



Dépenses totales, taux d'exécution et dépenses engagées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2013, par rapport au montant total versé au titre du résultat 2.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- L'élaboration de cadres juridiques et de régimes fonciers propices à la REDD+ dépend des procédures législatives nationales, qui peuvent parfois être longues et difficilement prévisibles. Des questions juridiques et sociales complexes, comme les régimes fonciers, peuvent mettre des décennies à évoluer en profondeur. Des dispositifs à court terme et à moyen terme sont nécessaires pour progresser dans la préparation à la REDD+. Un appui est tout de même fourni en attendant, et il passe de plus en plus par un soutien ciblé permettant de progresser dans les domaines privilégiés par les pays en termes de volonté et d'intervention active.
- La sensibilité aux questions de gouvernance exige un dialogue attentif et, par conséquent, un investissement en termes de temps et de présence.
- Les capacités étant faibles sur certains thèmes de la gouvernance, les capacités des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux nationaux ont été renforcées par le biais d'actions de sensibilisation et de formation et par la création de partenariats institutionnels à l'échelle nationale.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

- Les réformes engagées dans plusieurs pays afin de modifier les lois relatives aux forêts et à l'environnement offrent la possibilité stratégique d'introduire des dispositions consacrées à la REDD dans la législation nationale, d'améliorer l'efficacité et de pérenniser les stratégies nationales de REDD+.
- Le Programme ONU-REDD occupe une position unique lui permettant d'offrir une plateforme neutre pour la réunion des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux en vue de parvenir à un consensus sur la nécessité et les moyens de hiérarchiser et de remédier aux problèmes de gouvernance.

Résultat 4

Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes prennent une part effective aux décisions et à l'élaboration de stratégies sur la REDD+, ainsi qu'à leur mise en œuvre, au niveau national et international.

Bilan

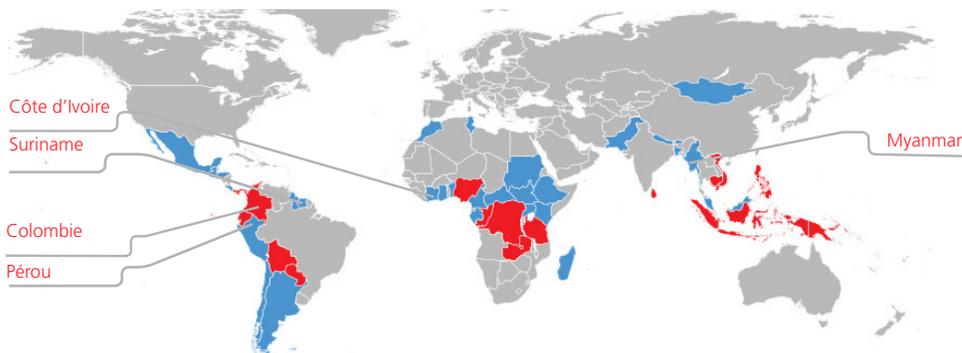
- Les capacités ont été renforcées et des processus concrets de mobilisation des parties prenantes sont appuyés au Cambodge, en Colombie, en Côte d'Ivoire, au Honduras, au Myanmar et au Pérou, grâce à la fourniture d'un appui technique visant à améliorer la représentation des peuples autochtones et des organisations de la société civile dans les organes nationaux de décision en matière de REDD+ et visant à mieux faire connaître les processus nationaux dans ce domaine aux parties prenantes.
- Deux outils essentiels ont été finalisés pour guider les pays : i) les Lignes directrices sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) et le Supplément juridique associé et ii) des recommandations préliminaires concernant les réclamations.
- Élaboration en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Viet Nam de recommandations clés en matière de CPLCC, et planification nationale de la mise en œuvre de ces principes en Équateur, au Honduras, au Mexique, au Panama, au Paraguay et au Pérou. Renforcement des capacités relatives aux mécanismes de réclamation au Honduras, au Panama, au Paraguay et au Suriname. Cadrage préliminaire des mécanismes nationaux de réclamation au Cambodge.
- Les réseaux de parties prenantes et les mécanismes de représentation ont été renforcés à l'échelle nationale et locale par le biais d'un appui technique visant à identifier, consulter et informer les groupes de parties prenantes au Cambodge, en Colombie, en Côte d'Ivoire, en Équateur, au Honduras, au Myanmar, au Panama, au Paraguay, au Pérou, en République démocratique du Congo et en République du Congo grâce à un appui direct (appui fourni aux plateformes nationales des peuples autochtones et des organisations de la société civile afin de renforcer leurs capacités ; appui technique fourni aux processus d'autosélection des peuples autochtones et des organisations de la société civile).
- Mise au point d'une stratégie d'appui à la REDD+ à assise communautaire (CBR+) avec le concours du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial. Cette stratégie bénéficie de l'expertise opérationnelle et technique du Programme ONU-REDD et du Programme de microfinancements.

- Partage des analyses d'expérience en matière de mobilisation des parties prenantes afin de promouvoir les enseignements tirés dans les pays concernés : ainsi, un échange des enseignements tirés en matière de CPLCC, réunissant les provinces de Sulawesi central, de Kalimantan central et de Jambi, a été organisé dans le Sulawesi central, en Indonésie.
- Les peuples autochtones et les organisations de la société civile sont représentés et prennent part aux décisions, par exemple : appui à leur représentation officielle au sein du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD ; consultation des représentants des peuples autochtones et des organisations de la société civile au sein du Programme ONU-REDD, du Fonds d'appui pour le carbone forestier (FCPF) et du Programme d'investissement pour la forêt (FIP), consultation qui a abouti à des recommandations visant à améliorer la mobilisation des parties prenantes concernant ces trois initiatives ; dépêchement au Panama d'une mission de représentants des peuples autochtones et des organisations de la société civile d'Amérique latine et des Caraïbes afin d'examiner les questions soulevées par la COONAPIP et de contribuer à la formulation de la réponse du Programme ONU-REDD à cette situation.

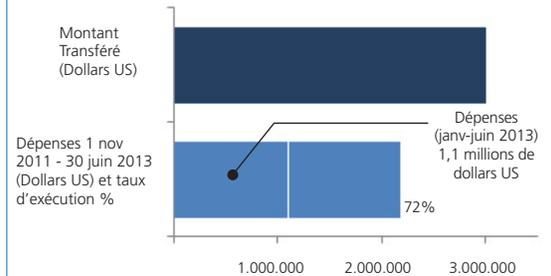
Gros plan

El Programa Nacional de Camboya comenzó el proceso de diálogo con grupos de OSC y pueblos indígenas sobre el tema de la representación de OSC y pueblos indígenas en la PEB de ONU-REDD de Camboya en mayo de 2012. Se seleccionaron representantes temporales de acuerdo con un proceso desarrollado en forma conjunta con actores involucrados de OSC y pueblos indígenas. Esto demostró ser un importante ejercicio de aprendizaje, y se identificaron algunas brechas en el proceso realizado. Por ejemplo, se descubrió que no todas las organizaciones clave conocían la actividad de selección y debía aclararse el proceso de elección. Como consecuencia, se elaboró un nuevo proceso, con un comité conformado por miembros de OSC establecido para seleccionar a representantes según la admisibilidad.

Appui ciblé



Chiffres Semestriels



Dépenses totales, taux d'exécution et dépenses engagées entre le 1er janvier et le 30 juin 2013, par rapport au montant total versé au titre du résultat 4.

Para el proceso de selección de pueblos indígenas, que se inició en el cuarto trimestre de 2012, se realizaron actividades de alcance comunitario más amplio en las 15 provincias, con poblaciones y representantes indígenas significativos seleccionados por las comunidades de cada provincia.

El SNA contribuyó durante el período de presentación de informes mediante la observación del proceso de elección a nivel provincial en el campo y la provisión de asesoramiento técnico. Las medidas para mejorar el proceso este año incluyeron garantizar una mejor coordinación con autoridades provinciales para asegurar que se reconozca el estado de los representantes seleccionados en la toma de decisiones provinciales.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- L'insuffisance des capacités nationales et la complexité de la mise en œuvre des principes de CPLCC dans des pays aux contextes nationaux très variables obligent à augmenter l'appui technique et l'appui financier direct aux activités nationales. Ce point a été pris en compte dans la planification pour 2014.
- Les problèmes soulevés par les peuples autochtones et d'autres parties prenantes, à l'instar de la COONAPIP au Panama, pourraient avoir d'importantes répercussions sur l'exécution des programmes et sur la confiance dans les processus nationaux. Des processus de réclamation et de résolution des conflits sont en cours d'élaboration afin que le Programme puisse répondre à ces besoins.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

Le Programme crée un important corpus de travaux sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause et sur les réclamations dans le domaine de la REDD+. Ce corpus permet de faire progresser la compréhension et l'application de ces principes sur le terrain. Le Programme est par conséquent bien placé pour contribuer au débat sur ces thèmes à l'échelle mondiale.

Résultat 5

Les garanties sont appliquées et respectées et les avantages multiples de la REDD+ sont obtenus.



© Maria Francesca Marawaran

Bilan

- Le cadre conceptuel du Programme ONU-REDD destiné à appuyer l'élaboration d'approches nationales en matière de garanties a été élaboré en mai 2013, à la suite des progrès réalisés au niveau de l'appui fourni aux pays dans ce domaine par le Programme, avec notamment l'adoption des [Principes et critères sociaux et environnementaux du Programme ONU-REDD](#) lors de la huitième réunion du Conseil d'orientation en mars 2012. Le cadre offre des recommandations sur la manière dont les pays peuvent procéder à l'élaboration de leurs approches nationales en matière de garanties, mais aussi des outils pertinents et des documents d'orientation.
- Un appui technique et un renforcement des capacités nationales en matière d'élaboration de systèmes de garanties ont été entrepris en Argentine, au Bhoutan, au Costa Rica, en Équateur, au Nigéria, au Pérou, en République démocratique du Congo et au Viet Nam.
- Le renforcement des capacités d'analyse spatiale et la production collaborative de supports d'appui aux décisions dans ce domaine ont progressé en Indonésie ([Sulawesi central](#)), en [République démocratique du Congo](#) et au Nigéria.
- Un logiciel open source d'information géographique a été mis à l'essai pour les analyses d'avantages multiples en 2013. Des méthodologies et des supports pédagogiques ont été élaborés. Ces activités font suite à

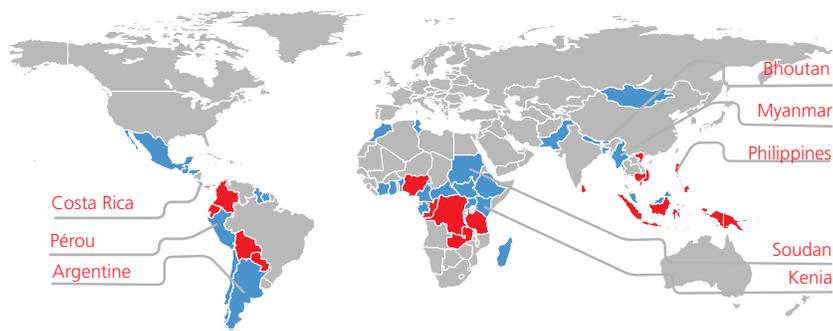
l'élaboration, en décembre 2011, d'un outil d'exploration des avantages multiples destinés aux techniciens des systèmes d'information géographique.

- Des documents d'orientation ont été produits sur la [mise en application des garanties de la REDD+](#) (janvier 2013) et sur les [avantages multiples](#) (novembre 2012). Ils ont été largement diffusés en 2013. D'autres publications en lien avec ce domaine d'activité, notamment six rapports nationaux et deux articles spécialisés sont [disponibles sur Internet](#).

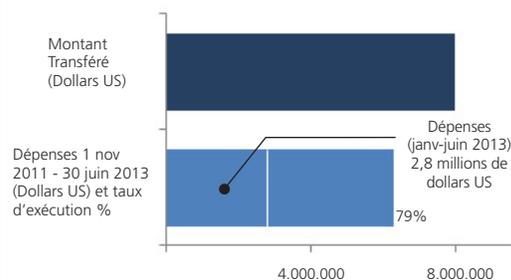
Gros plan

En réponse à la stratégie de REDD+ et au plan d'action de la Tanzanie, des activités ont été réalisées afin d'appuyer l'élaboration de cartes facilitant la prise en compte des avantages multiples et des garanties au cours de la planification et de la mise en œuvre de la REDD+. Ces activités, entreprises par le Programme ONU-REDD en étroite collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et du Tourisme tanzanien, s'appuient sur les données fournies par le projet de suivi et d'évaluation des ressources forestières nationales (NAFORMA) de la Tanzanie. Les cartes intègrent la forêt naturelle, la biodiversité, les services fournis par les écosystèmes, les facteurs de déforestation et de dégradation des forêts, ainsi que les zones potentielles de mise en œuvre des activités de REDD+.

Appui ciblé



Chiffres Semestriels



Dépenses totales, taux d'exécution et dépenses engagées entre le 1er janvier et le 30 juin 2013, par rapport au montant total versé au titre du résultat 5.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- Le paysage évolue constamment et les pays envisagent les travaux consacrés aux garanties aux avantages multiples de manière variable. L'avantage de cette démarche est que l'essentiel des travaux est dirigé par le pays concerné et que l'appropriation nationale est forte. La difficulté consiste à fournir des approches personnalisées. Une solution partielle a été trouvée avec l'élaboration d'un cadre conceptuel offrant une approche flexible qu'il est possible de modifier en fonction des besoins propres à chaque pays et avec l'organisation d'ateliers régionaux adaptés aux capacités régionales.
- On rencontre une certaine confusion dans les pays concernant l'intégration des processus nationaux répondant aux garanties de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique à d'autres processus relatifs aux garanties, notamment l'évaluation environnementale et sociale stratégique, le cas échéant. L'outil d'aide à la décision du Programme ONU-REDD qui est en cours d'élaboration devrait permettre de clarifier ces relations et de résoudre ce problème.
- Une programmation adéquate et un ordre judicieux des activités liées aux garanties sont indispensables, notamment afin que les garanties soient conçues conformément aux stratégies nationales de REDD+ et à chacune de leurs options stratégiques.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

- Renforcement de la collaboration Sud-Sud.
- Amélioration de la coordination entre le Programme et le Fonds de partenariat pour le carbone forestier concernant l'appui relatif aux garanties au niveau national, régional et mondial.

Résultat 6

La transition vers une économie verte et les stratégies et investissements de la REDD+ se renforcent mutuellement



Bilan

- En juin 2013, un symposium mondial consacré à la REDD+ et à l'économie verte s'est tenu en Indonésie. Il rassemblait des représentants des pays, des experts internationaux, des membres de la société civile et des universitaires. Les participants ont étudié comment la REDD+ pouvait servir de catalyseur à une économie verte et ont clarifié la question de savoir comment l'économie verte pourrait stimuler les investissements dans ce domaine et renforcer leur sécurité, créant ainsi une relation réciproque. ([Compte rendu du Symposium](#)).
- En Indonésie, pays hôte du Symposium, où la REDD+ joue un rôle central dans la stratégie de développement national, le pays continue d'élaborer des stratégies et des actions dans ce domaine afin de pérenniser la REDD+. Le gouvernement national collabore avec les autorités provinciales à la synchronisation des plans d'action en matière de réduction des émissions. Le troisième jour du Symposium était consacré au bilan des activités de l'Indonésie et à ses plans pour l'avenir.
- La formation d'une équipe pluridisciplinaire d'experts a avancé en vue de la rédaction d'un rapport du Panel sur les ressources internationales consacré à la REDD+ et à l'économie verte en juin 2013.
- L'importance de relier la REDD+ aux objectifs de développement de l'économie verte afin d'en augmenter les avantages a été mise en évidence par le Programme REDD+ de la République démocratique du Congo, dans le cadre de

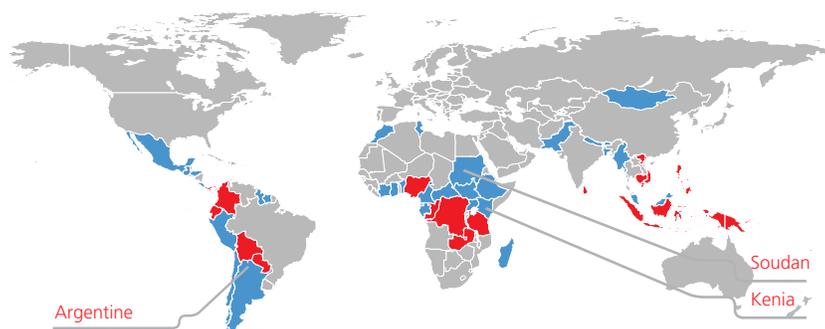
l'élaboration de sa stratégie cadre et de son plan d'investissement à la fin 2012 et tout au long de 2013.

- Les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités s'appuyaient sur l'engagement du secteur privé au niveau national, par le biais de la large diffusion du Document d'orientation, et sur la sollicitation de représentants de pays et à d'experts internationaux dans différents forums.
- Une réunion a été organisée en février à Genève, Suisse, sur le financement de la REDD+ et l'engagement du secteur privé. Elle a confirmé l'importance de faire progresser les travaux dans ce domaine, ce qui a conduit le Programme à élaborer une stratégie en matière d'engagement du secteur privé.

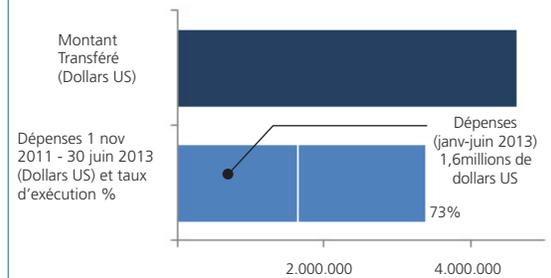
Gros plan

Afin d'offrir une perspective internationale sur le concept de l'économie verte, M. Fulai Sheng, responsable technique de l'initiative du PNUE pour une économie verte, a déclaré lors du Symposium mondial sur la REDD+ dans une économie verte, qui s'est tenu en Indonésie en juin 2013, que « le développement durable représente la destination ultime. [...] L'économie verte est quant à elle le véhicule qui permet d'atteindre cette destination du développement durable ». Il a également souligné que, dans le processus de mise en œuvre adopté par les gouvernements, « la REDD doit être considérée comme un programme de développement et non comme un simple programme de paiement ».

Appui ciblé



Chiffres Semestriels



Dépenses totales, taux d'exécution et dépenses engagées entre le 1er janvier et le 30 juin 2013, par rapport au montant total versé au titre du résultat 6.

Difficultés et Mesures d'Urgence

Il est nécessaire d'accroître l'expertise dans ce domaine afin d'appuyer les pays dans le rapprochement de la REDD+ et de l'économie verte. À cette fin, le Programme engage un économiste de l'environnement et crée un groupe de travail interne sur l'économie de la REDD+.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

Il est vital de démontrer toutes les possibilités offertes par la REDD+ à partir de la valeur économique totale des forêts, afin de justifier son indéniable intérêt. En outre, le rapprochement de la REDD+ avec des objectifs de développement plus larges et avec la transformation économique est essentiel au succès du projet et à l'amélioration des moyens de subsistance et des perspectives économiques nationales. Tels sont toujours les objectifs ambitieux, mais centraux, de la REDD+ dans les pays.

Résultat 7

Les connaissances que recèle le Programme ONU-REDD sont approfondies, gérées, analysées et diffusées pour soutenir les efforts de REDD+ à tous les niveaux



Bilan

- Les actions d'apprentissage, de plaidoyer, de promotion et de renforcement des capacités ont été facilitées par une gestion novatrice des connaissances et par de nouveaux moyens de communication : portails électroniques, publications et rapports scientifiques et techniques, concours de photographie, vidéos, réseaux sociaux (y compris Facebook et Twitter), etc.
- Le lancement en juin 2013 du Document d'orientation sur l'engagement du secteur privé a suscité une forte couverture médiatique du Programme sur les réseaux sociaux, avec 22 000 visites du blog et quelque 200 000 comptes informés via Twitter.
- Amélioration de la couverture médiatique de plusieurs manifestations, telles que le lancement, le 6 mai 2013, de l'Indice 2012 sur la gouvernance forestière, foncière et de REDD+ en Indonésie ou la tenue du Symposium mondial sur la REDD+ et l'économie verte, du 19 au 21 juin 2013.
- Redémarrage des plateformes de réseaux sociaux (Twitter, blog).

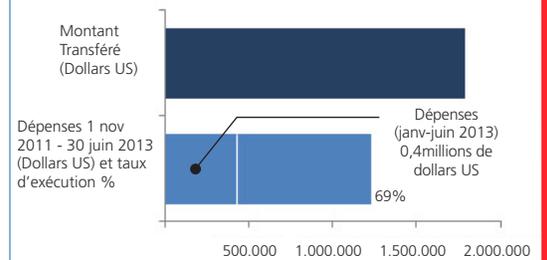
Gros plan

Un concours de photographie baptisé « Nurture Forests for the Future – REDD+ for Food » (Entretenir les forêts dans une perspective d'avenir : la REDD+ au service de l'alimentation) a été organisé pendant la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui s'est tenue au siège de la FAO en mai 2013. Le Programme ONU-REDD s'est associé à National Geographic Italia pour organiser ce concours, qui invitait les photographes du monde entier à saisir des images montrant les liens entre les arbres et la sécurité alimentaire et décrivant la REDD+. La photo de Mme Lani Holmberg, « Papayers et lutte contre la pauvreté », illustre ainsi comment les petits exploitants réussissent à cultiver les arbres en tant que producteurs de fruits grâce à la culture intercalaire. Elle a établi un lien de continuité pertinent entre le sujet de la photo et le thème du concours.

Publications et produits principaux du premier semestre 2013

- Vidéo de la Journée internationale des forêts
- Vidéo sur le portail électronique de la République démocratique du Congo consacré au système national de surveillance des forêts
- Legal Analysis of Cross-cutting Issues for REDD+ Implementation: Lessons Learned from Mexico, Viet Nam and Zambia
- Systèmes nationaux de surveillance des forêts : surveillance et mesure, notification et vérification (S-MNV) dans le contexte des activités de REDD+
- Concours de photographie du Programme ONU-REDD : Nurture Forests for the Future – REDD+ for Food
- Document d'Orientation - Le rôle du secteur privé dans l'initiative REDD+ : Argumentaire en faveur de l'engagement et options d'intervention
- Document d'Orientation - Mise en application des garanties et des systèmes d'information de garantie liés à la REDD+
- 'Forests: Au Coeur d'une Economie Verte'
- Cadre conceptuel du Programme ONU-REDD destiné à appuyer l'élaboration d'approches nationales en matière de garanties
- Public animation video on Anti-Corruption and REDD+
- Asia-Pacific Knowledge Product Brochure
- Les Leçons à Retenir: Le rôle des leaders Religieux
- Les Leçons à Retenir: Les organisations de la société civile et les peuples autochtones Représentation sélection

Chiffres Semestriels



Dépenses totales, taux d'exécution et dépenses engagées entre le 1er janvier et le 30 juin 2013, par rapport au montant total versé au titre du résultat 7.

Difficultés et Mesures d'Urgence

- Absence d'approches systématiques visant à recueillir, synthétiser et échanger les connaissances dans des domaines importants de la préparation et de la mise en œuvre de la REDD+.
- La REDD+ est un domaine qui évolue constamment et la base de connaissances sur laquelle repose le Programme ONU-REDD doit sans cesse être actualisée, à partir des expériences nationales, des nouveaux développements à l'échelle internationale et de la collaboration avec d'autres acteurs de la communauté.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

Renforcement des réseaux d'acteurs de la REDD+ afin de mettre en place un échange continu d'enseignements et de connaissances entre les pays. Le secteur de la REDD+ compte de nombreux acteurs, aussi bien dans les institutions multilatérales que dans les ONG, avec lesquels le Programme ONU-REDD pourrait s'associer dans des domaines stratégiques afin de tirer profit de ces connaissances, expériences et ressources collectives et appuyer les pays.

Résultat 8

Le Programme ONU-REDD offre aux pays partenaires, au Conseil d'orientation et aux organismes des Nations Unies participants des services de secrétariat prompts et efficaces



Bilan

- Les principaux accords en matière de programmation organisés par le secrétariat du Programme ONU-REDD pour la dixième réunion du Conseil d'orientation portaient sur les thèmes suivants : appui à la REDD+ à assise communautaire (CBR+) ; poursuite de l'appui à l'engagement des parties prenantes ; approbation du budget alloué au Programme national de la Colombie ; acceptation de l'évaluation finale indépendante du Programme national du Viet Nam ; et engagement entre le Programme national du Panama et la Coordination nationale des peuples autochtones du Panama.
- Renforcement du partenariat avec le Fonds pour l'environnement mondial concernant l'appui à la REDD+ à assise communautaire.⁵
- Un cadre de suivi du SNA en termes de réalisations⁶ a été élaboré,⁷ et le cadre de suivi et d'évaluation des Programmes nationaux a été amélioré.
- Réalisation de l'examen indépendant de la structure du Conseil d'orientation et mise en place d'un processus visant à répondre aux questions soulevées par l'examen approuvé lors de la dixième réunion du Conseil d'orientation.
- Élaboration du mandat pour l'évaluation du Programme et approbation d'un plan de travail et d'un processus lors de la dixième réunion du Conseil d'orientation.
- Réception de fonds complémentaires grâce à la contribution de la Norvège, qui a versé 16,4 millions de dollars US supplémentaires pour 2013, ce qui a permis de mettre en place de nouveaux programmes nationaux et de

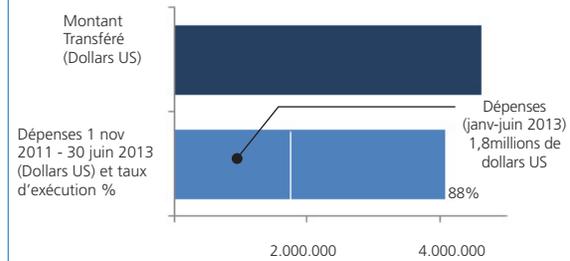
continuer d'appuyer les communautés locales, les organisations de la société civile et les peuples autochtones.

- La coordination interinstitutions des activités et opérations du Programme a été maintenue, de même que l'assurance d'une gestion effective du programme, par le biais de réunions de coordination hebdomadaires du Groupe d'administration, complétées par des contributions périodiques du Groupe stratégique, ainsi qu'une réunion du Groupe de coordination du Programme global (SNA), du groupe de travail sur les programmes nationaux et des groupes de travail thématiques.

Gros plan

Comme l'a noté M. Magdy Martínez-Solimán, coprésident du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD et directeur adjoint du Bureau des politiques de développement du PNUD, lors de la dixième réunion du Conseil d'orientation, « la REDD+ est d'une grande pertinence dans la perspective des objectifs de développement post-2015, car c'est une initiative qui concerne les changements climatiques et qui soutient la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes tout en protégeant et en améliorant les moyens de subsistance des communautés dépendantes des forêts et des ressources forestières ».

Chiffres Semestriels



Dépenses totales, taux d'exécution et dépenses engagées entre le 1er janvier et le 30 juin 2013, par rapport au montant total versé au titre du résultat 8.

Difficultés et Mesures d'Urgence

Malgré les progrès accomplis au niveau des cadres de suivi et des résultats du SNA et des programmes nationaux, le système de gestion axée sur les résultats du Programme se trouve dans une situation critique. L'élaboration de moyens de mesurer les effets des activités réalisées reste un problème, compte tenu du délai limité.

Possibilités et Enjeux Stratégiques

Le cinquième anniversaire du Programme offre l'occasion de réfléchir aux enseignements tirés, aux progrès accomplis et aux expériences vécues afin d'enrichir la prochaine phase du Programme. La transition de la stratégie existante vers une stratégie actualisée pour l'après-2015 marque un tournant pour le Programme ONU-REDD.

⁵Voir le résultat 4.

⁶ Le cadre de suivi en termes de résultats (référence, objectif, indicateur, risque et moyens de vérification) existait déjà.

⁷ Le projet était en phase d'essai au premier semestre (voir annexe 14). Il sera bientôt achevé.

2.5 Appui spécifique aux pays

L'appui spécifique aux pays, qui désigne l'appui ciblé avec l'adossement, est une modalité d'exécution qui prend de l'ampleur. Il nécessite de renforcer la coordination et d'améliorer l'efficacité des interventions. Entre le 1^{er} janvier 2012 et le 30 juin 2013, l'appui ciblé a été approuvé pour 26 pays⁸. Il représente un montant total de 3,1 millions de dollars US⁹ et équivaut à plus de la moitié des dépenses totales engagées au titre du SNA au 30 juin. Sur ces pays soutenus dans leur action en faveur de la REDD+, 16 ne sont pas dotés d'un Programme national. Leur bilan est présenté ci-dessous. Le bilan des dix pays disposant d'un Programme national est décrit dans les pages qui leur sont consacrées, car l'appui fourni vise à compléter les actions en cours en faveur de la REDD+ conformément au Programme national, ou encore à mettre à profit d'autres activités. Au premier semestre 2013, l'appui a été approuvé pour la Colombie, le Ghana, le Myanmar, la République du Soudan et le Soudan du Sud.

Présentation des principaux résultats obtenus au 30 juin 2013 grâce à l'appui ciblé, dans les pays dépourvus de programmes nationaux¹⁰:

| Argentine | |
|--|--|
| Résultats 1, 5 et 6 Montant approuvé: 191 512 dollars US | <i>Appui visant i) à renforcer les capacités nationales en matière de surveillance des forêts ; et ii) à incorporer des garanties environnementales et sociales au programme REDD+.</i> |
| Le plan de travail a été accepté par les homologues et les acteurs engagés dans les systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF). L'appui ciblé est destiné à promouvoir la diffusion de la plateforme électronique des SNSF et à appuyer l'échange de connaissances sur le suivi de la dégradation des forêts. Un atelier intitulé « Taller de capacitación inicial de la Plataforma web del Sistema Nacional de Monitoreo de Bosques (uso del tipo administrador) », organisé à Buenos Aires (du 24 au 28 juin), a renforcé les capacités de 13 techniciens de la SayDS (principale autorité dans ce domaine) et d'un employé d'une cellule régionale de l'Unidad de manejo del sistema de evaluación forestal (UMSEF). L'approche consiste à élaborer conjointement la plateforme avec des informaticiens argentins ou sud-américains afin d'améliorer la « communauté » des développeurs maîtrisant les outils et de pérenniser cette plateforme. Les consultations ont abouti à une approche nationale conjointe (évaluation environnementale et sociale stratégique, normes sociales et environnementales de la REDD+, principes et critères sociaux et environnementaux) s'appuyant sur la conception de cadres et processus de fourniture d'informations sur les garanties de la CCNUCC aux consultants et à leurs assistants. | |
| Bangladesh | |
| Résultats 1 et 2 Montant approuvé: 262 500 dollars US | <i>Appui visant i) à élaborer un plan d'action de MRV et à préparer le pays à la REDD+ ; et ii) à exécuter la Feuille de route nationale de préparation à la REDD+ en luttant contre les risques de corruption et en renforçant les capacités en matière d'effets sociaux.</i> |
| Les compétences techniques nationales et la collaboration ont été renforcées dans les domaines du MRV, de la cartographie, de la lutte contre les risques de corruption et de la connaissance des effets sociaux de la REDD+. Le plan d'action de MRV a été mis à jour pour tenir compte de la feuille de route nationale et de la proposition de préparation à la REDD+. La gestion des inventaires des gaz à effet de serre (GES) s'est améliorée grâce au suivi des besoins en données fournis par un atelier qui a réuni 28 professionnels bangladais représentant 14 organisations (institutions publiques, universités, ONG, etc.) à la fin novembre 2012. Une formation assurée du 24 au 28 mars a permis à ses 35 participants d'enrichir leurs connaissances sur la classification de l'occupation des sols, et a permis d'identifier les lacunes et les besoins en matière de cartes harmonisées dans ce domaine. Des cartes et des métadonnées ont été recueillies afin d'harmoniser les cartes existantes sur la question des frontières, des légendes et des fréquences de classification. | |
| Consultation des institutions concernées par les activités de MRV, y compris des partenaires tels que l'Agence américaine pour la protection de l'environnement ou le programme CREL, sur l'avancement des activités de MRV. Deux consultants nationaux ont été engagés pour travailler sur les risques de corruption (« étude sur l'intégrité de l'initiative REDD+ ») et sur l'évaluation des effets sociaux. Un groupe restreint, composé des parties prenantes du gouvernement, du milieu universitaire et des ONG, a été créé afin d'orienter l'étude sur l'intégrité et de se réunir pour discuter des problèmes de méthodologie. Une enquête en ligne consacrée aux risques et possibilités d'intégrité de l'initiative REDD+ a été diffusée auprès de plus de 140 parties prenantes nationales. À ce jour, 60 questionnaires ont été remplis. Une évaluation initiale des effets sociaux a été réalisée. Elle doit être examinée par un consultant international avant achèvement. | |
| Bhoutan | |
| Résultats 1, 2 et 5 Montant approuvé: 103 250 dollars US | <i>Appui visant i) à élaborer la préparation à la REDD+, le suivi et le MRV ; ii) à établir les options de répartition des avantages et à lutter contre les risques de corruption ; et iii) à garantir les avantages multiples des forêts.</i> |
| Des dispositifs institutionnels ont été mis en place grâce à la mobilisation du point de contact national pour le programme ONU-REDD, du groupe de travail national sur la REDD+ (20 personnes) et de la Division de gestion des ressources forestières afin d'atteindre les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> – Réalisation d'une feuille de route de préparation à la REDD+ ; – Sensibilisation et renforcement des capacités des homologues nationaux en ce qui concerne les dispositifs de préparation à la REDD+ ; – Proposition de dispositifs pour le système national d'inventaire des GES ; – Détermination des besoins supplémentaires en capacités et en équipement pour l'inventaire forestier national avec le concours des homologues concernés. Un rapport consacré aux garanties est en préparation afin d'éclairer la stratégie nationale de REDD+. Il recense les risques et les avantages des actions envisagées et identifie les politiques, lois et réglementations pertinentes. Un consultant national a été recruté et les activités d'évaluation de la lutte anticorruption au Bhoutan ont été reportées en attendant la réalisation de la proposition de préparation à la REDD+ en juin 2013. | |

⁸En outre, dans d'autres pays partenaires, des consultations sont en cours entre les ministères responsables et les organismes de l'ONU participants sur les possibilités de fournir un appui ciblé.

⁹Ce montant ne tient pas compte des coûts d'appui indirects. Il en va de même pour les montants cités ci-dessous.

¹⁰Les résultats de l'appui ciblé pour l'Indonésie et le Viet Nam (où il existe un Programme national) sont inclus dans la liste, car ils n'apparaissent pas dans les pages de ce rapport consacrées à chaque pays. Les résultats des Îles Salomon sont indiqués à la page consacrée à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, car il s'agit d'une demande régionale conjointe.

| Colombie | |
|---|---|
| Résultat 4 Montant approuvé: 50 000 dollars US | Appui à l'organisation de la mobilisation des parties prenantes en vue de la mise à jour de la proposition colombienne de préparation à la REDD+ |
| <p>La participation des parties prenantes a permis au Programme national de progresser sur plusieurs fronts. Des consultations sur la première version de la proposition de préparation ont été menées d'avril à juin auprès des peuples autochtones et des ONG. Ces consultations sont le fruit d'un travail d'équipe avec le ministère de l'Environnement et l'IDEAM (Institut colombien d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales). Exemple : un atelier de consultation nationale s'est tenu à Bogotá les 9 et 10 mai 2013. Il a rassemblé 107 délégués représentant le gouvernement, les peuples autochtones, les fermiers de la communauté afrocolombienne et les organisations de la société civile (OSC). Un comité a été créé pour donner suite aux accords conclus. Le 26 juin, à Lombok, en Indonésie, la proposition de préparation à la REDD+ et le Programme national ont été présentés au Conseil d'orientation, qui a approuvé un budget de 4 millions de dollars US.</p> | |
| Costa Rica | |
| Résultats 1, 2 et 5 Montant approuvé: 246 500 dollars US | Appui à la création et à la mise en œuvre d'un système d'information sur les garanties intégrant les Principes et critères environnementaux et sociaux du Programme ONU-REDD à la stratégie REDD+. |
| <p>Une approche a été conçue pour le développement du système d'information sur les garanties. Elle comprend notamment un processus de consultation permettant d'intégrer les contributions des parties prenantes dans la configuration et les méthodologies du système. Un consultant national a été recruté et un plan de travail a été ébauché. Le FONAFIFO (Fonds national pour le financement des forêts) et le consultant reçoivent un appui pour la planification de l'atelier de lancement en juillet.</p> | |
| Côte d'Ivoire | |
| Résultats 1 et 4 Montant approuvé: 235 000 dollars US | Appui i) au lancement officiel de la mise en œuvre du mécanisme et des dispositifs institutionnels de l'initiative REDD+ ; ii) à la formation des parties prenantes concernées par le processus REDD+ ; iii) à l'évaluation de la couverture et de la disparition des forêts ; iv) à la création d'un système national de surveillance des forêts ; et v) à la réalisation d'activités de mobilisation des parties prenantes. |
| <p>La planification de l'appui ciblé a été révisée afin de l'aligner sur les préparatifs de la proposition de préparation à la REDD+ et du MRV. En ce qui concerne la mobilisation des parties prenantes, les capacités ont été renforcées sur des questions techniques et sur l'approche stratégique de l'initiative REDD+. Cela a permis de toucher 220 représentants des parties prenantes, issus de la société civile, des peuples autochtones, du gouvernement, de la Coordination nationale de l'initiative, du secteur privé et du monde de la recherche, la société civile étant concernée au premier chef. Trois ateliers ont été organisés en province, et deux dans la capitale. Des supports pédagogiques adaptés au contexte national ont été produits et diffusés. Des discussions préliminaires ont été engagées avec les parties prenantes concernées au sujet de l'organisation de la société civile afin d'assurer sa participation pleine et entière au processus de REDD+.</p> | |
| Ghana | |
| Résultat 2 Montant approuvé: 40 000 dollars US | Appui à la sensibilisation des parties prenantes et au partage des informations concernant des domaines techniques communs à l'initiative REDD+ et au plan d'action FLEGT (application de la législation forestière, gouvernance et échanges commerciaux) et encouragement de la participation à la coordination entre les processus. |
| <p>Aucune activité à signaler pour cette période.</p> | |
| Indonésie | |
| Résultat 2 Amount approved: 474 265 dollars US | Appui au lancement de la phase de mise en œuvre de l'évaluation participative de la gouvernance (EPG). |
| <p>Le rapport sur l'EPG a été présenté en indonésien le 6 mai dernier à Jakarta, puis le 25 juin à Lombok lors de la séance d'information qui a précédé la réunion du Conseil d'orientation (rapport intégral en anglais et synthèse en français, en espagnol et en anglais). En dépit de quelques conclusions délicates, le rapport a été bien accueilli par les parties prenantes indonésiennes (gouvernement, milieu universitaire, organisations de la société civile, peuples autochtones et secteur privé). Le ministère des Forêts et l'équipe spéciale dédiée à la REDD+ utilisent les conclusions et les recommandations afin de planifier et de préparer les stratégies régionales en matière de REDD+. Par ailleurs, des discussions ont été entamées sur la manière dont les données de l'évaluation pourraient alimenter certaines parties du système indonésien d'information sur les garanties. L'Alliance des peuples autochtones de l'archipel (AMAN), quant à elle, utilise les conclusions de l'évaluation pour formuler sa planification stratégique.</p> | |
| Kenia | |
| Résultats 2,5 et 6 Amount approved: 175 800 dollars US | Appui fourni i) à la lutte contre la corruption, aux droits carbone et à la répartition des avantages ; ii) à l'atelier et à la réunion du Groupe de haut niveau sur les investissements en faveur de l'économie verte dans les forêts ; et iii) à une analyse du cadre juridique des forêts pertinent pour la REDD+ et à la rédaction de dispositions clarifiant et réglementant les grandes questions juridiques de l'initiative jugées prioritaires par le gouvernement et axées sur les questions relatives à la propriété foncière et à la propriété du carbone. |
| <p>La répartition des avantages, la gouvernance et l'économie verte sont influencés par les études et les consultations réalisées. À la suite de deux ateliers de consultation, de quatre missions de terrain et des importantes contributions du point de contact national pour la REDD+ (le ministère des Forêts et de la Faune du Kenya), deux études complémentaires sur la répartition des avantages et sur la lutte contre la corruption ont été mises en route. Elles devraient paraître en octobre 2013. Grâce à la participation de l'interlocuteur national pour la REDD+, des informations ont été recueillies en vue de rédiger un rapport juridique analysant les principales questions du régime foncier des forêts, des terres et du carbone en lien avec la REDD+ et de déterminer les possibilités et les difficultés que rencontrerait une réforme législative dans ce domaine au Kenya (parution prévue en novembre 2013). À la suite de l'atelier de haut niveau qui s'est tenu en novembre 2012, le Kenya a fait état des progrès réalisés en matière d'économie verte lors du Symposium mondial organisé en Indonésie les 19 et 20 juin 2013.</p> | |

| Mongolie | |
|--|--|
| <p>Résultats 1 et 2 Montant approuvé: 185 500 dollars US</p> | <p><i>Appui fourni pour i) élaborer un Plan d'action national consacré au système national de surveillance des forêts en vue de la REDD+ ; ii) créer un système de surveillance des forêts par satellite ; iii) revoir la méthode employée par la Mongolie pour son inventaire forestier national ; iv) examiner les options de financement durable de la préparation à la REDD+ ; et v) favoriser une mise en œuvre efficace des politiques relatives au secteur forestier afin d'appuyer l'exécution de la feuille de route pour la REDD+.</i></p> |
| <p>L'engagement du Centre d'information sur l'environnement, du Centre de recherche et développement sur les forêts et de la Division de l'inventaire forestier a conduit aux réalisations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Formation d'employés du gouvernement au logiciel Open Foris Collect Earth concernant les terres nationales ; – Personnalisation du logiciel d'évaluation de l'utilisation des terres Open Foris Collect Earth en fonction des circonstances nationales par le biais d'un processus de consultation ; – Évaluation préliminaire des zones forestières et de l'utilisation des terres dans la province d'Oulan-Bator ; – Élaboration d'un programme de travail en vue de l'évaluation nationale des données relatives aux activités afin que la Mongolie puisse produire des rapports sur la REDD+ destinés à la CCNUCC. <p>Le document du plan d'action de la Mongolie relatif au SNSF est disponible en mongol. Il a été distribué aux homologues du gouvernement. Le cadre analytique d'évaluation des parties prenantes institutionnelles est terminé. Il s'est appuyé sur une approche axée sur l'économie politique pour étudier les obstacles et les points d'entrée et présenter trois grandes recommandations pour les travaux d'évaluation du secteur forestier¹³.</p> | |
| Myanmar | |
| <p>Résultats 1, 4 et 5 Montant approuvé: 55 200 dollars US</p> | <p><i>Appui fourni au processus de consultation sur le MRV et le SNSF et à la participation des parties prenantes au processus général de l'initiative REDD+ et à l'élaboration de la feuille de route.</i></p> |
| <p>Validation de la feuille de route de préparation à la REDD+ par le biais de processus de consultation multipartite : un premier atelier national s'est tenu à Nay Pyi Taw le 15 mai, suivi de quatre ateliers régionaux de consultation à Bago (région de Bago, 30 mai), à Taunggyi (État de Shan, 5 juin), à Bogalay (région d'Ayeyarwaddy, 11 juin) et à Kathar (région de Sagaing, 18 juin) ; un dernier atelier national de validation de la feuille de route a été organisé à Nay Pyi Taw le 25 juin.</p> | |
| Népal | |
| <p>Résultat 2 Montant approuvé: 85 000 dollars US</p> | <p><i>Appui à l'élaboration de la préparation à la REDD+ et à la création de démarches visant i) à établir des politiques et mesures effectives, efficaces et équitables en matière de REDD+ ; et ii) à financer des systèmes de gestion.</i></p> |
| <p>Des études de référence sur les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts ainsi que sur les options de gestion du financement national de l'initiative REDD+ ont officiellement été lancées le 25 mars, sous la supervision d'un groupe restreint de parties prenantes du gouvernement et des OSC. Le recueil des données a débuté en juin dans le Terai et dans les régions des collines et des montagnes.</p> | |
| Pakistan | |
| <p>Résultat 1 Montant approuvé: 107 000 dollars US</p> | <p><i>Appui i) à l'élaboration de la feuille de route nationale de préparation à la REDD+ intégrant des propositions pour sa mise en œuvre et ii) au renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre du plan d'action de MRV.</i></p> |
| <p>Préparation d'un dispositif contractuel presque achevé avec le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD), une organisation intergouvernementale spécialisée dans la gestion de projet. Le Centre a facilité la formation de groupes de travail sur la feuille de route de préparation à la REDD+ qui se sont réunis deux fois, en mai et en juin 2013. Un projet de feuille de route est prêt, il a été utilisé pour la présentation de la candidature du Pakistan au Fonds de partenariat pour le carbone forestier. Quatre ateliers provinciaux de consultation et un atelier national de validation sont prévus. Un atelier de formation national sur le SNSF est prévu en décembre.</p> | |
| Pérou | |
| <p>Résultats 2, 4 et 5 Montant approuvé: 145 000 dollars US</p> | <p><i>Appui au renforcement des capacités des peuples autochtones afin qu'ils participent en connaissance de cause à la conception et à la mise en œuvre de l'initiative REDD+.</i></p> |
| <p>Les capacités des organisations autochtones ont été renforcées par le biais de cinq ateliers régionaux consacrés aux avantages, aux responsabilités et aux possibilités associées à la participation à l'initiative REDD+, y compris en matière de processus de consentement et de consultation dans le contexte des cadres juridiques nationaux et internationaux. Ateliers organisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pucallpa, Ucayali (16 et 17 janvier) – 38 responsables régionaux de 17 organisations - Contamana, Loreto (20 et 21 janvier) – 98 responsables de 37 communautés - Puerto Maldonado, Madre de Dios (20 et 21 février) – 47 responsables de quatre organisations régionales - Atalya, Ucayali (23 et 24 mars) – 45 responsables de 11 organisations régionales - Lamas, San Martin (20 et 21 avril) – 37 responsables de 15 organisations régionales <p>Les ateliers comportaient des présentations des ministères d'État et des organisations de peuples autochtones sur les notions fondamentales de la science des changements climatiques et de la REDD+, ainsi que sur les risques et avantages pour les peuples autochtones.</p> <p>Un consultant national a été engagé sur la question des garanties afin d'élaborer un système de suivi participatif (et un plan de formation) concernant les garanties de la REDD+ pour les peuples autochtones. Un projet de plan de travail lié à l'approche nationale en matière de garanties a été réalisé.</p> <p>Un projet initial d'étude sur la lutte contre la corruption a été réalisé grâce à un appui technique, à l'adossement, à des déplacements au Pérou, à un questionnaire en ligne et à des entretiens avec les parties prenantes.</p> | |

¹³1) Intégrer les forêts aux dépenses des autres secteurs ; 2) Incorporer les valeurs sectorielles aux services de gestion des forêts ; 3) Harmoniser la planification de la gestion et du financement du secteur forestier.

| Soudan du Sud | |
|--|--|
| Résultat 2 Montant approuvé: 50 000 dollars US ¹⁴ | <i>Appui au renforcement de la mobilisation des parties prenantes en matière de gouvernance des forêts dans le cadre de la préparation nationale à la REDD+.</i> |
| Aucune activité à signaler pour cette période (la mise en œuvre débutera en octobre 2013). | |
| La República del Soudan | |
| Résultats 5 et 6 Montant approuvé: 27 900 dollars US ¹⁴ | <i>Appui au renforcement des capacités concernant les aspects techniques de la REDD+, à la réalisation d'une évaluation initiale des besoins dans ce domaine et à la rédaction de la feuille de route de préparation à la REDD+.</i> |
| Des discussions ont eu lieu avec le gouvernement afin de réviser et d'améliorer la proposition d'appui ciblé destinée au Programme ONU-REDD (dont la mise en œuvre débutera en octobre 2013). | |
| Suriname | |
| Résultats 2 et 4 Montant approuvé: 100 000 dollars US ¹⁵ | <i>Appui au renforcement des cadres d'exécution des politiques et mesures de REDD+.</i> |
| L'Agence de développement compatible avec le climat (CCDA) a présenté une proposition de préparation à la REDD+ qui a été approuvée en mars 2013. Cette révision est fondée sur des retours d'information antérieurs à l'approbation finale de l'équipe de gestion du projet. L'Agence a également mené des activités de sensibilisation de l'opinion publique par le biais de conférences de presse, d'interviews télévisées et radiophoniques et d'articles publiés dans la presse et sur Internet. | |
| Viet Nam | |
| Résultat 2 Montant approuvé: 116 000 dollars US ¹⁶ | <i>Appui au lancement de la première phase de l'évaluation participative de la gouvernance (EPG).</i> |
| Le processus de l'EPG a progressé grâce à trois ateliers : i) le 6 mars, à Lam Dong (province pilote de ce projet), un atelier a exploré les conclusions de l'Analyse du contexte institutionnel relative à la dynamique et aux liens des parties prenantes. Les questions de gouvernance ont été hiérarchisées et les prochaines étapes immédiates ont été définies ; ii) les 16 et 17 avril, à Da Lat (province de Lam Dong), une session de formation a été organisée sur les indicateurs et le recueil des données de l'EPG ; iii) enfin, du 13 au 15 juin, un atelier a été consacré à l'élaboration des indicateurs. | |

¹⁴46 729 dollars US hors coûts d'appui indirects.

¹⁵Un montant complémentaire a été approuvé après la fin du semestre.

¹⁶Un montant complémentaire a été approuvé après la fin du semestre.

3. Informations financières

Au premier semestre, les contributions apportées au Fonds du Programme ONU-REDD ont augmenté de 15,5 millions de dollars US, soit 10 % des contributions cumulées à la fin décembre 2012. Un montant de quatre millions de dollars US a été approuvé au titre du Programme national de la Colombie, ainsi qu'un montant de 4,4 millions de dollars US au titre du budget révisé du SNA pour 2013. Les montants versés aux programmes approuvés s'élevaient à 20 millions de dollars US, et le total des dépenses engagées ce semestre au titre des programmes s'élevait à 25,5 millions de dollars US, soit une augmentation de 39 % par rapport aux dépenses de 2012.

En résumé, le taux d'exécution global du Programme a progressé de 63 % fin 2012 à 73 % au 30 juin 2013. Le taux d'exécution des programmes nationaux a progressé de 46 % en 2012 à 55 %, et celui du SNA a grimpé de 73 % à 82 %. Le tableau 1 présente un récapitulatif du financement, des dépenses et du taux d'exécution du Programme.

| | Budget approuvé (dollars US) | Fonds versés (dollars US) | Dépenses (dollars US) | Taux d'exécution (%) |
|--|---------------------------------|------------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Programmes nationaux | 61 305 873 ¹⁸ | 57 152 243 | 31 326 565 | 55 |
| Programme global (2009-2011) ¹⁹ | 24 583 627 | 24 583 627 | 25 124 576 | 102 |
| SNA (2011 - 2015) | 42 439 000 | 42 439 000* | 34 814 446 ²⁰ | 82 |
| Total | 128.328.500 | 124.174.870 | 91.265.587 | 73 |

Tableau 1 – Financement, dépenses et taux d'exécution du Programme ONU-REDD au 30 juin 2013.

*Les fonds versés correspondent aux montants versés par le Fonds du Programme ONU-REDD, auxquels s'ajoutent 613 695 dollars US directement versés par le Gouvernement espagnol au PNUF.

3.1 Contributions des donateurs

Le nombre de donateurs qui contribuent au Programme a augmenté d'un avec la signature d'un accord de contribution avec le gouvernement du Luxembourg, pour un montant équivalant à 2,67 millions de dollars US. Le montant total des versements reçus s'élevait à 15,5 millions de dollars US, qui correspondent aux contributions suivantes : 11,7 millions de dollars versés par l'Union européenne, 1,3 million de dollars versé par le gouvernement du Luxembourg (soit 50 % de la contribution annoncée) et 2,4 millions de dollars versés par le Gouvernement espagnol. À la fin du semestre, le montant total cumulé des versements des donateurs représentait 169,8 millions de dollars US. Le tableau 2 présente la répartition des contributions versées par les donateurs au Programme au 30 juin 2013.

| Donateur | Versements (en millions de dollars US) |
|-----------------------|--|
| Danemark | 8,1 |
| Commission Européenne | 11,8 |
| Japon | 3,0 |
| Luxembourg | 1,3 |
| Norvège | 141,2 |
| Espagne | 4,4 |
| Total | 169,8 |

Tableau 2. Versements des donateurs au 30 juin 2013

¹⁷Pour connaître le montant des versements et des dépenses, ainsi que les taux d'exécution, ventilés par programme national et par résultat du SNA, se reporter à la page du pays ou du résultat concerné.

¹⁸Ces chiffres intègrent le montant total de 4,7 millions de dollars US initialement approuvé pour la Bolivie, qui a par la suite été révisé et approuvé à 1,18 million de dollars US. Le montant révisé n'apparaît pas encore sur le portail Gateway du bureau du FASM en raison des ajustements internes en cours au niveau de l'agence.

¹⁹La clôture opérationnelle du Programme global 2009–2011 a été prononcée en 2012 et sa clôture financière est en attente. Les derniers ajustements seront réalisés sur le portail GATEWAY à réception des derniers états financiers certifiés.

²⁰Les dépenses indiquées pour la période étudiée sont fondées sur les données reçues à titre non officiel de la part du siège des trois organismes de l'ONU participants. À ce titre, elles peuvent différer des informations mises à disposition sur le portail GATEWAY du bureau du Fonds d'affectation spéciale multipartenaire.

4. Difficultés du Programme, enjeux stratégiques et possibilités

Le Programme a incontestablement progressé au cours de ce semestre. Toutefois, il est pertinent de prendre note des difficultés rencontrées, des enjeux stratégiques et des perspectives d'avenir. Des facteurs externes tels que les changements de gouvernement et la rotation du personnel national compétent ont eu des répercussions sur la mise en œuvre de plusieurs programmes nationaux. Bien qu'il n'a pas toujours été possible d'atténuer leur effet (au Paraguay p. ex.), leur anticipation et l'intégration de mesures d'atténuation dans la planification des activités ont permis d'éviter les retards et d'améliorer la mise en œuvre.

Le Programme a reçu une plainte concernant un des Programmes nationaux (Panama), avec le retrait d'une organisation nationale de défense des peuples autochtones. Il y a répondu en lançant une enquête et une évaluation indépendantes qui devraient s'achever en octobre 2013 et en suspendant toute nouvelle activité au titre du Programme national dans ce pays.

Dans le cas de la Bolivie, une révision du plan de travail et du budget conforme au mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation en vue de la gestion intégrale et durable des forêts a été rédigée et présentée lors d'un atelier de validation nationale, avant d'être approuvée par le Conseil d'orientation entre deux sessions.

Certains pays peinent à intégrer des outils et des processus nationaux qui pourraient être utiles pour tenir compte des garanties de la CCNUCC. L'outil d'aide à la décision du Programme en matière de garanties, qui est en cours d'élaboration au titre du SNA, vise à remédier à cette difficulté. La complexité de la mise en œuvre des principes de FPIC dans des pays aux contextes variables exige un appui technique et financier plus important. Il en va de même pour l'élaboration de cadres juridiques et de régimes fonciers propices à la REDD+ fondés sur les procédures législatives nationales, car l'élaboration peut parfois être longue et comporte de multiples facettes.

Plusieurs grands enjeux stratégiques et possibilités du Programme ressortent :

- Deux programmes nationaux ont terminé leurs activités de mise en œuvre, ce qui porte à quatre le nombre de pays ayant achevé la mise en œuvre (Indonésie, Philippines, Tanzanie et Viet Nam) et ouvre la voie à la poursuite de la collaboration par l'intermédiaire d'un appui ciblé ou d'un appui de niveau 2.
- Les examens à mi-parcours réalisés dans trois pays ont fourni des recommandations visant à améliorer l'exécution et à lever les obstacles à la mise en œuvre. Ces recommandations seront concrétisées dans des plans de travail révisés.
- La coordination entre tous les acteurs concernés par la REDD+ s'est améliorée dans les domaines de la planification conjointe et des actions complémentaires. Le Programme pourrait s'associer dans ses domaines stratégiques afin de tirer parti des connaissances, de l'expérience et des ressources collectives dans une optique d'appui au pays. C'est notamment essentiel pour les nombreux acteurs qui contribuent à la mise en œuvre des composantes SNSF et MRV.
- Les mécanismes de réclamation nationaux que le Programme met en place pour la REDD+ contribueront au débat mondial concernant le traitement des problèmes liés aux réclamations.
- Il est essentiel d'associer l'initiative REDD+ aux objectifs de développement et à la transformation économique.
- Le Programme se positionne comme une plateforme neutre permettant de réunir le gouvernement et les partenaires non gouvernementaux en vue de parvenir à un consensus sur la définition des priorités et de remédier aux problèmes de gouvernance.
- La croissance rapide du nombre de pays participant au Programme démontre le vif intérêt des pays concernés. Elle est également fondamentale pour le succès du Programme. Outre les possibilités qu'elle offre, elle crée également des difficultés au niveau de l'exécution. Le Programme est continuellement à la recherche de moyens de répondre aux attentes et d'éliminer les obstacles.
- Il a beaucoup progressé en matière de création de partenariats. L'appui technique connaît une croissance exponentielle étant donné que le Programme s'associe aux pays afin de renforcer les possibilités d'échanges et d'apprentissage Sud-Sud.
- Enfin, le Programme prévoit de continuer à fournir de bons résultats et de poursuivre sur sa lancée afin de préparer tous les pays partenaires à la REDD+ à l'horizon 2015 et au-delà.

Sigles et Acronymes

| | |
|-----------------|--|
| ANAM | Autoridad Nacional del Ambiente de Panamá (Autorité nationale pour l'environnement, Panama) |
| CCC | Commission sur le changement climatique (Philippines) |
| CCNUCC | Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques |
| COONAPIP | Coordinadora Nacional de los Pueblos Indígenas de Panamá (Coordination nationale des peuples autochtones, Panama) |
| EA | Équations allométriques |
| EPG | Évaluation participative de la gouvernance |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FAPI | Federación por la Autodeterminación de los Pueblos Indígenas (Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones, Paraguay) |
| FASM | Fonds d'affectation spéciale multipartenaire |
| FCPF | Fonds de partenariat pour le carbone forestier |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| FMB | Bureau de gestion des forêts (Philippines) |
| FPIC | Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause |
| GES | Gaz à effet de serre |
| GIEC | Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat |
| GIZ | Agence allemande de coopération internationale |
| IFN | Inventaire forestier national |
| IFNC | Inventaire des forêts naturelles et du carbone |
| INFONA | Instituto Forestal Nacional (Institut national des forêts, Paraguay) |
| INPE | Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais (Institut national de recherche spatiale, Brésil) |
| MNRT | Ministère des Ressources naturelles, de l'Environnement et du Tourisme (Tanzanie) |
| MRV | Mesure, rapports et vérification |
| NER | Niveau d'émissions de référence |
| NMRC | Conseil national multipartite pour la REDD+ (Philippines) |
| NRTF | Équipe spéciale nationale de REDD+ (Tanzanie) |
| NSE | Normes sociales et environnementales |
| ONU-REDD | Programme de collaboration des Nations unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement |
| OSC | Organisation de la société civile |
| PCSE | Principes et critères sociaux et environnementaux |
| PEB | Conseil exécutif du Programme |
| PMRC | Conseil provincial multipartite pour la REDD+ (Philippines) |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| PSE | Paiements des services fournis par les écosystèmes |
| REDD+ | Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement ; et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement |
| R-PP | Proposition de préparation à la REDD |
| SEAM | Secretaría del Ambiente (Secrétariat à l'environnement, Paraguay) |
| SNSF | Système national de surveillance des forêts |
| SIG | Systèmes d'information géographique |
| SIG | Système d'information sur les garanties |
| SNA | Appui aux activités nationales REDD+ : cadre du Programme global 2011-2015 |
| UGP | Unité de gestion du Programme |